

ORGANISATION  
**DU TRAVAIL.**

Y. ... GRAVURE  
COG

1841

ASSOCIATION UNIVERSELLE.

OUVRIERS. — CHEFS-D'ATELIERS. — HOMMES DE LETTRES.

PAR

**LOUIS BLANC.**



ADMINISTRATION DE LIBRAIRIE,

26, RUE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES.

1841

Soc 915.12.2  
✓

**HARVARD COLLEGE LIBRARY  
COOLIDGE FUND**

**FEB 7 1938**

Le travail que voici a été fait spécialement pour la *Revue du Progrès*, dans laquelle il a été publié en partie.

Quelques ouvriers ont pensé que, dans les circonstances actuelles, il était bon de lui donner plus de publicité que n'en comporte le tirage ordinaire de la *Revue du Progrès*.

L'agitation qui se manifeste depuis quelques jours est le symptôme d'un mal profond.

Que la police se soit mêlée à ce mouvement pour le pervertir, c'est possible. Mais le faire dépendre uniquement de quelques menées

obscurés, ce serait calomnier gratuitement le peuple de Paris.

Les ouvriers de Paris ne se sont pas levés pour allumer la guerre civile, mais pour demander justice. Faire passer sous leurs yeux des milliers de baïonnettes est un expédient puéril et usé.

Encore une fois, le mal est profond ; il appelle un prompt remède. Trouver ce remède serait la mission du pouvoir : le chercher est un devoir pour tout bon citoyen.

**Septembre 1840.**

# DU TRAVAIL.

---

## PREMIÈRE PARTIE.

---

### I

Dans les sociétés modernes, l'ordre public repose principalement sur deux hommes, dont l'un a pour mission de parader, et l'autre de couper des têtes. La hiérarchie des conservateurs commence au roi; elle finit au bourreau.

Quand les ouvriers de Lyon se sont levés, disant : « Qu'on nous donne de quoi vivre ou qu'on nous tue », on s'est trouvé fort embarrassé par cette demande; et comme les faire vivre paraissait trop difficile, on les a égorgés.

L'ordre s'est trouvé rétabli de la sorte, en attendant!

Or, il s'agit de savoir si on est d'avis de tenter souvent d'aussi sanglantes expériences. Que si l'on juge de tels essais périlleux, qu'on se hâte! car tout retard cache une tempête.

Au moment même où j'écris ces lignes, tout Paris n'est-il pas en émoi? Pourquoi donc ces nombreux rassemblements d'ouvriers sur divers points de la capitale? Pourquoi ces détachements de cavalerie qui parcourent d'une manière si menaçante nos boulevards? Mais, Dieu soit loué! la presse cette fois s'est quelque peu émue; elle a parlé de ces agitations presque aussi sérieusement que s'il se fût agi du voyage d'un principicule ou d'une course de chevaux. Allons, courage! nous entrons dans une voie de progrès. Mais sachez bien, Messieurs, où ce premier pas vous mène. Vous parlez du problème à résoudre? le résoudre devient, à partir d'aujourd'hui, une impérieuse nécessité. Qu'attendions-nous, d'ailleurs? L'épopée de l'industrie moderne a-t-elle encore quelque lugubre épisode à nous fournir? Les troubles de Nantes, les émeutes de Nîmes, les massacres de Lyon, les faillites multipliées de Milan, l'encombrement de tous les marchés, les troubles de New-York, le soulèvement des chartistes en Angleterre, n'étaient-ce pas là autant d'avertissements solennels et formidables? Est-ce que ce n'est pas encore assez de tant de fortunes

croulantes , de tant de fiel mêlé aux jouissances du riche , de tant de colère qui gonfle la poitrine du pauvre sous ses haillons ?

Mais qui donc est réellement intéressé au maintien de l'ordre social qu'on nous a fait ? Personne , non, personne : pas plus le riche que le pauvre, pas plus le tyran que la victime. Pour moi, je me persuade volontiers que les douleurs que crée une civilisation imparfaite se répandent , en des formes diverses , sur la société tout entière. Entrez dans l'existence de ce riche : elle est remplie d'amertume. Qu'est-ce donc ? Est-ce qu'il n'a pas la santé , la jeunesse , et des femmes , et des flatteurs ? Est-ce qu'il ne croit pas avoir des amis ? Mais quoi ! il est à bout de jouissances , voilà sa misère ; il a épuisé le désir , voilà son mal. L'impuissance dans la satiété , c'est la pauvreté des riches ; la pauvreté , moins l'espérance ! Parmi ceux que nous appelons les heureux , combien qui se battent en duel par besoin d'émotion ! combien qui affrontent les fatigues et les périls de la chasse pour échapper aux tortures de leur repos ! Combien qui , malades dans leur sensibilité , succombent lentement à de mystérieuses blessures , et fléchissent peu à peu , au sein même d'un bonheur apparent , sous le niveau de la commune souffrance ! A côté de ceux qui rejettent la vie comme un fruit amer , voici ceux qui la rejettent comme

une orange desséchée : quel désordre social ne révèle pas ce désordre moral immense ! et quelle rude leçon donnée à l'égoïsme , à l'orgueil , à toutes les tyrannies , que cette inégalité dans les moyens de jouir aboutissant à l'égalité dans la douleur !

Et puis, pour chaque indigent qui pâlit de faim, il y a un riche qui pâlit de peur. — « Je ne sais, dit miss Wardour au vieux mendiant qui l'avait sauvée, ce que mon père a dessein de faire pour notre libérateur, mais bien certainement il vous mettra à l'abri du besoin pour le reste de votre vie. En attendant, prenez cette bagatelle. — Pour que je sois volé et assassiné quelque nuit en allant d'un village à un autre, répondit le mendiant, ou pour que je sois toujours dans la crainte de l'être, ce qui ne vaut guère mieux ! Eh ! si l'on me voyait changer un billet de banque, qui serait ensuite assez fou pour me faire l'aumône ? »

Admirable dialogue ! Walter Scott ici n'est plus un romancier : c'est un philosophe, c'est un publiciste. De l'aveugle qui entend retentir dans la sébile de son chien l'obole implorée, ou du puissant roi qui gémit sur la dotation refusée à son fils, quel est le plus heureux ?

Mais ce qui est vrai dans l'ordre des idées philosophiques l'est-il moins dans l'ordre des idées économiques ? Ah ! Dieu merci, il n'est pour les sociétés



ni progrès partiel ni partielle déchéance. Toute la société s'élève ou toute la société s'abaisse. Les lois de la justice sont-elles mieux comprises ? *toutes les conditions en profitent.* Les notions du juste viennent-elles à s'obscurcir ? *toutes les conditions en souffrent.* Une nation dans laquelle une classe est opprimée ressemble à un homme qui a une blessure à la jambe : la jambe malade interdit tout exercice à la jambe saine. Ainsi, quelque paradoxale que cette proposition puisse paraître, oppresseurs et opprimés gagnent également à ce que l'oppression soit détruite ; ils perdent également à ce qu'elle soit maintenue. En veut-on une preuve bien frappante ? La bourgeoisie a établi sa domination sur la concurrence illimitée, principe de tyrannie : eh bien ! c'est par la concurrence illimitée que nous voyons aujourd'hui la bourgeoisie périr. J'ai deux millions, dites-vous ; mon rival n'en a qu'un : dans le champ-clos de l'industrie, et avec l'arme du bon marché, je le ruinerai à coup sûr. Homme lâche et insensé ! ne comprenez-vous pas que demain, s'armant contre vous de vos propres armes, quelque impitoyable Rothschild vous ruinera ? Aurez-vous alors le front de vous plaindre ? Dans cet abominable système de luttes quotidiennes, l'industrie moyenne a dévoré la petite industrie. Victoires de Pyrrhus ! car voilà qu'elle est dévorée à son tour par l'industrie en

grand, qui, elle-même, forcée de poursuivre aux extrémités du monde des consommateurs inconnus, ne sera bientôt plus qu'un jeu de hasard qui, comme tous les jeux de hasard, finira pour les uns par la friponnerie, pour les autres par le suicide. La tyrannie n'est pas seulement odieuse, elle est bête. Pas d'intelligence où il n'y a pas d'entrailles.

**Prouvons donc :**

1° Que la concurrence est pour le peuple un système d'extermination ;

2° Que la concurrence est pour la bourgeoisie une cause sans cesse agissante d'appauvrissement et de ruine.

Cette démonstration faite, il en résultera clairement que tous les intérêts sont solidaires, et qu'une réforme sociale est pour tous les membres de la société, sans exception, un moyen de salut.

## II

LA CONCURRENCE EST POUR LE PEUPLE UN SYSTÈME  
D'EXTERMINATION.

Le pauvre est-il un membre ou un ennemi de la société? Qu'on réponde. Il trouve tout autour de lui le sol occupé.

Peut-il semer la terre pour son propre compte? Non, parce que le droit de premier occupant est devenu droit de propriété.

Peut-il cueillir les fruits que la main de Dieu a fait mûrir sur le passage des hommes? Non, parce que, de même que le sol, les fruits ont été *appropriés*.

Peut-il se livrer à la chasse ou à la pêche? Non, parce que cela constitue un droit que le gouvernement afferme.

Peut-il puiser de l'eau à une fontaine enclavée dans un champ? Non, parce que le propriétaire du

champ est, en vertu du droit d'accession, propriétaire de la fontaine.

Peut-il, mourant de faim et de soif, tendre la main à la pitié de ses semblables ? Non, parce qu'il y a des lois contre la mendicité.

Peut-il, épuisé de fatigue et manquant d'asile, s'endormir sur le pavé des rues ? Non, parce qu'il y a des lois contre le vagabondage.

Peut-il, fuyant cette patrie homicide où tout lui est refusé, aller demander les moyens de vivre loin des lieux où la vie lui a été donnée ? Non, parce qu'il n'est permis de changer de contrée qu'à de certaines conditions, impossibles à remplir pour lui.

Que fera donc ce malheureux ? Il vous dira : « J'ai des bras, j'ai une intelligence, j'ai de la force, j'ai de la jeunesse ; tenez, prenez tout cela, et en échange donnez-moi un peu de pain. » C'est ce que font et disent aujourd'hui les prolétaires. Mais ici même vous pouvez répondre au pauvre : « Je n'ai pas de travail à vous donner. » Que voulez-vous qu'il fasse alors ? Vous voyez bien qu'il ne lui reste plus que deux partis à prendre : se tuer ou vous tuer.

La conséquence de ceci est très-simple. ASSUREZ du travail au pauvre : vous aurez encore peu fait pour la justice, et il y aura loin de là au règne de la fraternité ; mais, du moins, la révolte n'aura pas été rendue nécessaire, et la haine n'aura pas été

sanctifiée. Y a-t-on bien songé ? Lorsqu'un homme qui demande à vivre en servant la société en est fatalement réduit à l'attaquer sous peine de mourir, il se trouve, dans son apparente agression, en état de légitime défense, et la société qui le frappe ne juge pas : elle assassine.

La question est donc celle-ci : La concurrence est-elle un moyen d'ASSURER du travail au pauvre ? Mais poser la question de la sorte, c'est la résoudre. Qu'est-ce que la concurrence relativement aux travailleurs ? C'est le travail mis aux enchères. Un entrepreneur a besoin d'un ouvrier : trois se présentent. — Combien pour votre travail ? — Trois francs : j'ai une femme et des enfants. — Bien. Et vous ? — Deux francs et demi : je n'ai pas d'enfants, mais j'ai une femme. — A merveille. Et vous ? — Deux francs me suffiront : je suis seul. — A vous donc la préférence. C'en est fait : le marché est conclu. Que deviendront les deux prolétaires exclus ? Ils se laisseront mourir de faim, il faut l'espérer. Mais s'ils allaient se faire voleurs ? Ne craignez rien, nous avons des gendarmes. Et assassins ? nous avons le bourreau. Quant au plus heureux des trois, son triomphe n'est que provisoire. Vienne un quatrième travailleur assez robuste pour jeûner de deux jours l'un, la pente du rabais sera descendue jusqu'au bout : nouveau paria, nouvelle recrue pour le bague, peut-être !

Dira-t-on que ces affreux résultats sont exagérés; qu'ils ne sont possibles, dans tous les cas, que lorsque l'emploi ne suffit pas aux bras qui veulent être employés? Je demanderai, à mon tour, si la concurrence porte par aventure en elle-même de quoi empêcher cette disproportion homicide? Si telle industrie manque de bras, qui m'assure que, dans cette immense confusion créée par une compétition universelle, telle autre n'en regorgera pas? Or, n'y eût-il, sur trente-quatre millions d'hommes, que vingt individus réduits à voler pour vivre, cela suffit pour la condamnation du principe. Frappez ces malheureux, je le veux bien, et que la civilisation se venge sur eux du crime qu'elle a commis contre eux; mais ne parlez plus d'équité, et puisque vous refusez de juger vos juges, de renverser vos tribunaux, élevez un temple à la violence et voilez la statue de la justice.

Mais qui donc serait assez aveugle pour ne point voir que, sous l'empire de la concurrence illimitée, la baisse continue des salaires est un fait nécessairement général, et point du tout exceptionnel? La population a-t-elle des limites qu'il ne lui soit jamais donné de franchir? Nous est-il loisible de dire à l'industrie abandonnée aux caprices de l'égoïsme individuel, à cette industrie, mer si féconde en naufrages: « Tu n'iras pas plus loin? » La population

s'accroît sans cesse : ordonnez-donc à la mère du pauvre de devenir stérile, et blasphémez Dieu qui l'a rendue féconde ; car, si vous ne le faites, la lice sera bientôt trop étroite pour les combattants. Une machine est inventée : ordonnez qu'on la brise, et criez anathème à la science ; car, si vous ne le faites, les mille ouvriers que la machine nouvelle chasse de leur atelier iront frapper à la porte de l'atelier voisin et faire baisser le salaire de leurs compagnons. Baisse systématique des salaires, aboutissant à la suppression d'un certain nombre d'ouvriers, voilà l'inévitable effet de la concurrence illimitée. Elle n'est donc qu'un procédé industriel au moyen duquel les prolétaires sont forcés de s'exterminer les uns les autres.

Au reste, pour que les esprits exacts ne nous accusent pas d'avoir chargé les couleurs du tableau, voici quelle est, formulée en chiffres, la condition de la classe ouvrière à Paris.

### TRAVAIL DES FEMMES.

NOMS DES MÉTIERS.	PRIX PAR JOUR.	MORTES SAISONS.	OBSERVATIONS.
	f. c.	Mois.	
Blanchisseuse.	2 25	4	
Bordeuse de souliers.	» 75	3	
Brodeuse en tout genre.	1 50	6	
Brunisseuse sur métaux.	2 25	4	
Brunisseuse sur porcelaine.	1 75	6	
Cartonnière.	1 75	3	

NOMS DES MÉTIERS.	PRIX PAR JOUR.	MORTES SAISONS.	OBSERVATIONS.
	f. c.	Mois.	
Coloriste.	1 25	4	
Casquetière.	1 50	4	
Chaussonnière.	» 60	0	
Chandelière.	1 25	3	
Coupeuse de l'imprimerie.	1 »	0	
Couseuse de chap. de paille.	2 50	6	
Couturière en robes.	1 25	6	
Couverturière.	1 25	4	
Découpeuse pour voiles.	» 90	5	
Doreuse sur bois.	1 25	3	
Encarteuse.	1 25	5	
Fleuriste.	1 50	4	
Faiseuse de boutons.	1 25	4	
Femme qui travaille chez les batteurs d'or.	1 25	5	
Gantière.	1 50	4	
Gilette et culottière.	1 75	6	
Lingère pour les boutiques.	» 90	0	
Modiste.	1 25	4	
* Polisseuse en argent et émail.	2 25	6	
Peloteuse de coton.	» 90	3	
Polisseuse pour compas.	1 75	4	
Plumassière.	1 »	3	
Piqueuse de bottes.	1 50	4	
Perceuse en or.	2 50	6	
Rattacheuse de coton.	1 »	3	
Repasseuse.	2 25	4 1/2	
Teinturière.	2 50	0	
Vermicelière.	1 25	3	

## TRAVAIL DES HOMMES.

NOMS DES MÉTIERS.	PRIX PAR JOUR.	MORTES SAISONS.	OBSERVATIONS.
	f. c.	Mois.	
Armuriers.	3 »	5	
Apprêteurs de chapeaux de paille.	4 »	7	
Batteurs d'or.	3 50	3	
Bouchers (garçons).	3 »	3	
Boulangers.	4 »	4	
Bourrelliers.	2 25	3	



NOMS DES MÉTIERS. OITAVRECO	PRIX PAR JOUR.	MORTES SAISONS.	OBSERVATIONS.
	f. c.	Mois.	
Bijoutiers en or.	4 »	6	
Chapeliers.	4 »	5	
Charpentiers.	4 »	4	L'état de charpen- tier est dange- reux.
Charcutiers.	1 »	4	Nourris.
Chaudronniers.	3 50	4	
Couvreurs.	5 »	4	Dangereux.
Cordonniers.	2 50	3	
Charrons.	3 »	5	
Corroyeurs.	4 »	4	
Couteliers.	2 75	3	
Ciseleurs.	4 »	4	
Confiseurs.	4 »	6	
Compositeurs.	3 50	3	
Doreurs sur bois.	2 50		Journée 16 heures.
Doreurs sur métaux.	4 à 5	4	Dangereux à cause du mercure.
Ébénistes.	2 50	3	
Ferblantiers.	3 75	3	
Fondeurs en caractères.	3 50	3	
Fondeurs en cuivre.	4 »	3	Dangereux.
Fondeurs en fonte.	4 »	3	Pour chaque ouvr. 4 hom. de peine qui ont 2 fr. 50.
Forgerons.	4 50	3	Les limeurs ont 2 fr. 50.
Fumistes.	4 »	6	
Fabricants de parapluies.	3 »	4	
Fabric. de lunettes — écaïlle.	3 »	6	
Fabricants de compas.	4 »	4	
Gantiers.	4 »	Imprévu.	
Horlogers.	3 50	4	
Imprimeurs.	4 »	3	
Imprimeurs en étoffes.	4 50	4	
Layetiers.	3 50	4	
Lithographes.	3 »	3	
Lampistes.	3 »	4	
Menuisiers en bâtiments.	3 »	4	
Maréchal ferrant.	2 50	3	
Marbriers.	4 50		Manœuvres 2 f. 50.
Maçons, compagnons.	4 »	4	Garçons 2 f. 40 p. 6 m.; 2 f. 10 p. 2.
Opticiens.	3 »	6	
Orfèvres.	5 »	6	

NOMS DES MÉTIERS.	PRIX PAR JOUR.	MORTES SAISONS.	OBSERVATIONS.
	f. c.	Mois.	
Paveurs.	4 »	4	Manceuvres 2 f. 25.
Peintres en bâtiments.	3 50	5	
Peintres en voitures.	2 75	5	
Plombiers.	4 50	4	
Porcelainiers.	3 50		
Passementiers.	3 50	6	
Perruquiers.	» 85		Mal nourris, mal couchés.
Relieurs.	3 »	3	
Selliers.	2 75	5	
Serruriers en bâtiments.	3 50	4	Les hommes de peine ont les mêmes mortes saisons que les ouvriers.
Tonneliers.	3 »	3	
Tourneurs en bois.	3 50	4	
Tailleurs de pierre.	4 »	4	
Tailleurs d'habits.	4 »	6	
Tourneurs en chaises.	4 »	3	
Teinturiers dégraisseurs.	3 50	4	
Teinturiers en soie.	4 »	Imprévu.	
Tapissiers.	4 »	4	
Tanneurs.	3 50	4	
Vernisseurs.	4 50	4	

NOTA. Nous devons ces renseignements, que nous avons mis beaucoup de soin à recueillir et que personne ne sera tenté d'accuser d'exagération, à MM. Robert, teinturier, rue des Gravilliers, 60; Rosier, ouvrier en cannes, rue Sainte-Avoie, 33; Landry, ébéniste, faubourg Saint-Martin, 99; Baratre, sellier, rue de Laborde, 17; Moreau, commis, rue du Caire, 16.

Que de larmes représente chacun de ces chiffres ! que de cris d'angoisse ! que de malédictions violemment refoulées dans les abîmes du cœur ! Voilà pourtant la condition du peuple à Paris, la ville de la science, la ville des arts, la rayonnante capitale du

monde civilisé ; ville, du reste, dont la physionomie ne reproduit que trop fidèlement tous les hideux contrastes d'une civilisation tant vantée : les promenades superbes et les rues fangeuses, les boutiques étincelantes et les ateliers sombres, les théâtres où l'on chante et les réduits obscurs où l'on pleure, des monuments pour les triomphateurs et des salles pour les noyés, l'Arc de l'Étoile et la Morgue !

C'est assurément une chose bien remarquable que la puissance d'attraction qu'exercent sur les campagnes ces grandes villes où l'opulence des uns insulte à tout moment à la misère des autres. Le fait existe pourtant, et il est trop vrai que l'industrie fait concurrence à l'agriculture. Un journal dévoué à l'ordre social actuel reproduisait naguère ces tristes lignes tombées de la plume d'un prélat, l'évêque de Strasbourg : « Autrefois, me disait le maire d'une petite ville, avec trois cents francs je payais mes ouvriers ; maintenant mille francs me suffisent à peine. Si nous n'élevons très-haut le prix de leurs journées, ils nous menacent de nous quitter pour travailler dans les fabriques. Et cependant, combien l'agriculture, la véritable richesse de l'État, ne doit-elle pas souffrir d'un pareil ordre de choses ! Et remarquons que, si le crédit industriel s'ébranle, si une de ces maisons de commerce vient à crouler, trois ou quatre mille ouvriers languissent tout-à-

coup sans travail, sans pain, et demeurent à la charge du pays. Car ces malheureux ne savent point économiser pour l'avenir : chaque semaine voit disparaître le fruit de leur travail. Et dans les temps de révolutions, qui sont précisément ceux où les banqueroutes deviennent plus nombreuses, combien n'est pas funeste à la tranquillité publique cette population d'ouvriers affamés qui passent tout-à-coup de l'intempérance à l'indigence ! Ils n'ont pas même la ressource de vendre leurs bras aux cultivateurs ; n'étant plus accoutumés aux rudes travaux des champs, ces bras énervés n'auraient plus de puissance. »

Ce n'est donc pas assez que les grandes villes soient les foyers de l'extrême misère, il faut encore que la population des campagnes soit invinciblement attirée vers ces foyers qui doivent la dévorer. Et, comme pour aider à ce mouvement funeste, ne voilà-t-il pas qu'on va créer des chemins de fer ? car les chemins de fer, qui, dans une société sagement organisée, constituent un progrès immense, ne sont dans la nôtre qu'une calamité nouvelle. Ils tendent à rendre solitaires les lieux où les bras manquent, et à entasser les hommes là où beaucoup demandent en vain qu'on leur fasse une petite place au soleil ; ils tendent à compliquer le désordre affreux qui s'est introduit dans le classement des

travailleurs, dans la distribution des travaux, dans la répartition des produits.

Passons aux villes de second ordre.

Le docteur Guépin a écrit dans un petit almanach, indigne, je suppose, de tenir sa place dans la bibliothèque de nos hommes d'état, les lignes suivantes :

« Nantes étant un terme moyen entre les villes de grand commerce et de grande industrie, telles que Lyon, Paris, Marseille, Bordeaux, et les places de troisième ordre, les habitudes des ouvriers y étant meilleures peut-être que partout ailleurs, nous ne croyons pouvoir mieux choisir pour mettre en évidence les résultats auxquels nous devons arriver, et leur donner un caractère de certitude absolue.

» A moins d'avoir étouffé tout sentiment de justice, il n'est personne qui n'ait dû être affligé en voyant l'énorme disproportion qui existe, chez les ouvriers pauvres, entre les joies et les peines ; vivre, pour eux, c'est uniquement ne pas mourir.

» Au delà du morceau de pain dont il a besoin pour lui et pour sa famille, au delà de la bouteille de vin qui doit lui ôter un instant la conscience de ses douleurs, l'ouvrier ne voit plus rien et n'aspire à rien.

» Si vous voulez savoir comment il se loge, entrez dans une de ces rues où il se trouve perché par

la misère, comme les juifs l'étaient au moyen âge par les préjugés populaires dans les quartiers qui leur étaient assignés.— Entrez en baissant la tête dans un de ces cloaques ouverts sur la rue et situés au-dessous de son niveau : l'air y est froid et humide comme dans une cave ; les pieds glissent sur le sol malpropre, et l'on craint de tomber dans la fange. De chaque côté de l'allée, qui est en pente, et par suite au-dessous du sol, il y a une chambre sombre, grande, glacée, dont les murs suintent une eau sale, et qui ne reçoit l'air que par une méchante fenêtre trop petite pour donner passage à la lumière, et trop mauvaise pour bien clore. Poussez la porte et entrez plus avant, si l'air fétide ne vous fait pas reculer ; mais prenez garde, car le sol inégal n'est ni pavé ni carrelé, ou au moins les carreaux sont recouverts d'une si grande épaisseur de crasse, qu'il est impossible de les voir. Ici deux ou trois lits raccommodés avec de la ficelle qui n'a pas bien résisté : ils sont vermoulus et penchés sur leurs supports ; une paille, une couverture formée de lambeaux frangés, rarement lavée parce qu'elle est seule, quelquefois des draps et un oreiller : voilà le dedans du lit. Quant aux armoires, on n'en a pas besoin dans ces maisons. Souvent un rouet et un métier de tisserand complètent l'ameublement.

» Aux autres étages, les chambres plus sèches,

un peu plus éclairées, sont également sales et misérables. — C'est là, souvent sans feu, l'hiver, à la clarté d'une chandelle de résine, le soir, que des hommes travaillent quatorze heures par jour pour un salaire de quinze à vingt sous.

» Les enfants de cette classe, jusqu'au moment où ils peuvent, moyennant un travail pénible et abrutissant, augmenter de quelques liards la richesse de leurs familles, passent leur vie dans la boue des ruisseaux ; — pâles, bouffis, étiolés, les yeux rouges et chassieux, rongés par des ophthalmies scrofuleuses, ils font peine à voir ; on les dirait d'une autre nature que les enfants des riches. Entre les hommes des faubourgs et ceux des quartiers riches, la différence n'est pas si grande ; mais il s'est fait une terrible épuration : les fruits les plus vivaces se sont développés, mais beaucoup sont tombés de l'arbre. Après vingt ans, l'on est vigoureux ou l'on est mort. Quoi que nous puissions ajouter sur ce sujet, le détail des dépenses de cette fraction de la société parlera plus haut.

Loyer pour une famille . . . . .	25 fr.
Blanchissage . . . . .	12
Combustible . . . . .	35
Réparation des meubles . . . . .	3
Déménagement (au moins une fois chaque année) . . . . .	2

Chaussure . . . . .	12
Habits . . . . .	0

Ils se vêtent de vieux habits qu'on leur donne.

Médecin . . . . . gratuit.

Pharmacien . . . . . gratuit.

» Il faut que 196 fr., complétant les 300 fr. gagnés annuellement par une famille, suffisent à la nourriture de quatre ou cinq personnes, qui doivent consommer, au minimum, en se privant beaucoup, pour 150 fr. de pain. Ainsi, il leur reste 46 fr. pour acheter le sel, le beurre, les choux et les pommes de terre ; nous ne parlerons pas de la viande, dont ils ne font pas usage. Si l'on songe maintenant que le cabaret absorbe encore une certaine somme, on comprendra que, malgré les quelques livres de pain fournies de temps en temps par la charité, l'existence de ces familles est affreuse. »

Nous venons de montrer par des chiffres à quel excès de misère l'application du lâche et brutal principe de la concurrence a poussé le peuple. Mais tout n'est pas dit encore. La misère engendre d'effroyables conséquences : allons jusqu'au cœur de ce triste sujet.

*Malesuada fames*, disaient les anciens, *la faim mauvaise conseillère*. C'est un mot terrible et profond que celui-là ! Mais si le crime naît de la misère,



d'où naît la misère ? On vient de le voir. La concurrence est donc aussi fatale à la sécurité du riche qu'à l'existence du pauvre. Tyrannie infatigable pour celui-ci, elle est pour celui-là une perpétuelle menace. Savez-vous d'où sortent la plupart des malheureux que la prison réclame ? De quelque grand centre d'industrie. Les départements manufacturiers fournissent aux cours d'assises un nombre d'accusés double de celui que présentent les départements agricoles. La statistique sur ce point donne des arguments sans réplique. Or, que penser de l'organisation actuelle du travail, des conditions qui lui sont faites, des lois qui le régissent, si le bagne se recrute dans les ateliers ? Qu'on pèse, au nom du ciel ! ces effroyables paroles de M. Moreau Christophe : « Au point où nous en sommes, le vol du pauvre sur le riche n'est plus qu'une réparation, c'est-à-dire le déplacement juste et réciproque d'une pièce de monnaie ou d'un morceau de pain qui retourne des mains du voleur dans les mains du volé. » Tu es maître de mon argent, moi de ta vie, dit Jean Sbogar. Cela n'appartient ni à toi ni à moi : rends et je laisse. » Imaginez après cela quelque beau système pénitentiaire, ô philanthropes ! Quand vous aurez fait de la peine un moyen d'éducation pour le criminel, la misère qui l'attend au sortir de vos prisons l'y repoussera sans pitié. On a calculé

que, dans le pénitencier de New-York, les récidives étaient de un sur deux libérés. Médecins clairvoyants, laissez, croyez-moi, ce pestiféré dans son hôpital en le rendant à la liberté, vous le restituez à la peste. Et puis, le moyen de guérir le criminel en prison? Le contact du scélérat incorrigible est mortel pour celui qui serait susceptible de guérison, le vice ayant son point d'honneur comme la vertu. Aura-t-on recours à l'isolement? Que d'expériences malheureuses! Sur onze individus condamnés à l'emprisonnement solitaire dans la prison d'état du Maine, cinq tombent malades, deux se suicident, les autres deviennent hébétés : voilà la moralité de l'isolement; qu'on interroge la statistique. Mais à quoi bon nier l'efficacité d'un remède si ardemment étudié? Tenons-la un instant pour incontestable. Le régime de vos prisons vaudra donc mieux que celui de vos ateliers! Il y aura donc prime pour le vol! La société disant au pauvre : « Attaque-moi, si tu veux que je te témoigne quelque sollicitude : » cela paraît bouffon, n'est-ce pas? Eh bien! c'est pourtant l'inévitable conséquence d'un régime industriel où toute fabrique devient école de corruption.

Autre conséquence funeste. De l'individualisme, ai-je dit, sort la concurrence; de la concurrence, la mobilité des salaires, leur insuffisance... Arrivés à ce point, ce que nous trouvons, c'est la dissolution

de la famille. Tout mariage est un accroissement de charges : pourquoi la pauvreté s'accouplerait-elle avec la pauvreté ? Voilà donc la famille faisant place au concubinage. Des enfants naissent aux pauvres : comment les nourrir ? De là tant de malheureuses créatures trouvées mortes au coin des bornes, sur les marches de quelques églises solitaires, et jusque sous le péristyle du palais où se font les lois. Et pour que nul doute ne nous reste sur la cause des infanticides, la statistique vient encore ici nous apprendre que le chiffre d'infanticides fourni par nos quatorze départements les plus industriels est à celui fourni par la France entière dans le rapport de quarante-et-un à cent vingt-et-un (1). Toujours les plus grands maux là où l'industrie a choisi son théâtre ! Il a bien fallu que l'État en vint à dire à toute mère indigente : « Je me charge de vos enfants. J'ouvre des hospices. » C'était trop peu. Il fallait aller plus loin et faire disparaître les obstacles qui auraient pu frapper le système d'impuissance. Les tours sont établis ; le bénéfice du mystère est accordé à la maternité qui s'abdique. Mais qui donc arrêtera les progrès du concubinage, maintenant que les séductions du plaisir sont dégagées de la crainte des charges qu'il impose ? C'est ce qu'ont crié aussitôt les

(1) Voir la statistique publiée par le *Constitutionnel* du 13 juillet 1840.

moralistes. Puis sont venus les calculateurs sans entrailles, et leur plainte a été plus vive encore. « Supprimez les tours, supprimez les tours, ou bien attendez-vous à voir le chiffre des enfants trouvés grossir de telle sorte, que tous nos budgets réunis n'y suffiront pas. » De fait, la progression en France a été remarquable depuis l'établissement des tours. Au 1<sup>er</sup> janvier 1784, le nombre des enfants trouvés était de 40,000 ; il était 102,103 en 1820 ; de 122,981 en 1831 : il est à peu près aujourd'hui de 130,000 (1). Le rapport des enfants trouvés à la population a presque triplé dans l'espace de quarante ans. Quelle borne poser à cette grande invasion de la misère ? Et comment échapperez-vous, Messieurs, au fardeau toujours croissant des centimes additionnels ? Je sais bien que les chances de mortalité sont grandes dans les ateliers de la charité moderne ; je sais bien que, parmi ces enfants voués à la publique bienfaisance, il en est beaucoup que tue, au sortir du taudis natal, l'air vif de la rue ou l'épaisse atmosphère de l'hospice ; je sais qu'il en est d'autres qu'une nourriture avare consume lentement, car sur les 9,727 nourrices des enfants trouvés de Paris, 6,264 seulement ont une vache ou une chèvre ; je sais enfin qu'il en est qui, réunis chez

(1) Voir les ouvrages de MM. Huerne de Pommeuse, Duchâtel, Benoiston de Châteauneuf.

la même nourrice, meurent du lait que leurs compagnons, nés de la débauche, ont empoisonné (1). Eh bien ! cette mortalité même ne constitue pas, hélas ! une économie suffisante. Et puisqu'il s'agit de centimes additionnels et de chiffres, les dépenses, de 1815 à 1831, se sont élevées : dans la Charente, de 45,232 fr. à 92,454 ; — dans les Landes, de 38,881 à 74,553 fr. ; — dans le Lot-et-Garonne, de 66,579 fr. à 116,986 ; — dans la Loire, de 50,079 à 83,492 fr. — Ainsi du reste de la France. En 1825, les conseils généraux votent pour 5,915,744 fr. d'allocations, et à la fin de l'année, le déficit constaté est de 230,418 fr. Pour comble de malheur, le régime hygiénique des hospices s'améliore de jour en jour ! Les progrès de l'hygiène devenant une calamité ! Quel état social, grand Dieu ! Que faire donc, encore une fois ? On a imaginé de réduire toute mère qui irait déposer son enfant à l'hospice à l'humiliante obligation de prendre un commissaire de police pour confesseur. Belle invention, vraiment ! Que peut donc gagner la société à ce que les femmes s'accoutument à ne plus rougir ? Quand toute imprudence de jeunesse aura obtenu son visa, ou que tout acte de libertinage aura pris son passavant, qu'arrivera-t-il ? Que le frein établi par la nécessité de cette confession dou-

(1) *Philosophie du Budget*, par M. Edelestand Duméril.

loureuse sera bientôt brisé par l'habitude ; que les femmes feront ainsi leur éducation d'effronterie, et qu'après avoir consacré l'oubli de la chasteté, l'autorité publique aura scellé de son sceau la violation de toutes les lois de la pudeur ! Mieux vaudrait presque supprimer les tours ; c'est ce que beaucoup osent demander. Vœu impie ! Ah ! vous trouvez que le chiffre des centimes additionnels grossit, Messieurs ! c'est possible ; mais nous ne voulons pas, nous, que le nombre des infanticides augmente. Ah ! la charge qui pèse sur vos budgets vous épouvante ! mais nous disons, nous, que puisque les filles du peuple ne trouvent pas dans leur salaire de quoi vivre, il est juste que ce que vous gagnez d'un côté, vous le perdiez fatalement de l'autre. Mais la famille s'en va de la sorte ? Eh ! sans doute. Avisez donc à ce que le travail soit réorganisé. Car, je le répète : avec la concurrence, l'extrême misère ; avec l'extrême misère, la dissolution de la famille. Chose singulière ! les partisans de ce régime tremblent devant l'ombre d'une innovation, et ils ne s'aperçoivent pas que le maintien de ce régime les pousse par une pente naturelle et irrésistible à la plus audacieuse des innovations modernes, au saint-simonisme !

Un des résultats les plus hideux du régime industriel que nous combattons est l'entassement des en-

fants dans les fabriques. « En France, lisons-nous dans une pétition adressée aux chambres par des philanthropes de Mulhouse, on admet dans les filatures de coton et dans les autres établissements industriels des enfants de tout âge ; nous y avons vu des enfants de *cinq* et de *six* ans. Le nombre d'heures de travail est le même pour tous, grands et petits ; on ne travaille jamais moins de treize heures et demie par jour dans les filatures, sauf les cas de crise commerciale. Traversez une ville d'industrie à cinq heures du matin et regardez la population qui se presse à l'entrée des filatures ! vous verrez de malheureux enfants, pâles, chétifs, rabougris, à l'œil terne, aux joues livides, ayant peine à respirer, marchant le dos voûté comme des vieillards. Écoutez les entretiens de ces enfants : leur voix est rauque, sourde et comme voilée par les miasmes impurs qu'ils respirent dans les établissements cotonniers. » Plût à Dieu que cette description fût exagérée ! mais les faits qu'elle signale s'appuient sur des observations consignées dans des pièces officielles et recueillies par des hommes graves. Les preuves, d'ailleurs, ne sont que trop convaincantes. M. Charles Dupin disait dernièrement à la chambre des pairs que, sur 10,000 jeunes gens appelés à supporter les fatigues de la guerre, les dix départements les plus manufacturiers de France en présentaient 8,980

infirmes ou difformes, tandis que les départements agricoles n'en présentaient que 4,029. En 1837, pour avoir 100 hommes valides, il fallut en repousser 170 à Rouen, 157 à Nîmes, 168 à Elbeuf, 100 à Mulhouse (1). Et ce sont bien là les effets naturels de la concurrence. En appauvrissant outre mesure l'ouvrier, elle le force à chercher dans la paternité un supplément de salaire. Aussi, partout où la concurrence a régné, elle a rendu nécessaire l'emploi des enfants dans les manufactures. En Angleterre, par exemple, les ateliers se composent en grande partie d'enfants : le *Monthly Review*, cité par M. D'Haussez, porte à 1,078 le nombre des travailleurs qui, dans les manufactures de Dundée, n'ont pas atteint leur 18<sup>e</sup> année ; la majorité est au-dessous de 14 ans ; une grande partie au-dessous de 12 ; quelques-uns au-dessous de 9 ; il y en a enfin qui n'ont que 6 ou 7 ans. Or, on peut juger d'après l'*Ausland*, cité par M. Edelestand Duméril, des effets de cet affreux système d'impôt établi sur l'enfance : parmi 700 enfants des deux sexes, pris au hasard à Manchester, on a trouvé :

Sur les 350 qui n'étaient pas employés dans les fabriques, 21 malades, 88 d'une santé faible, 241 parfaitement bien portants.

Sur les 350 qui y étaient employés, 75 malades,

(1) Voir la statistique précitée.



154 d'une santé faible, 143 seulement d'une bonne santé.

C'est donc un régime homicide que celui qui force les pères à exploiter leurs propres enfants. Et au point de vue moral, qu'imaginer de plus désastreux que cet accouplement des sexes dans les fabriques? C'est l'inoculation du vice à l'enfance. Comment lire sans horreur ce que dit le docteur Cummins de ces malades de onze ans qu'il a traités dans un hôpital de maladies syphilitiques? et quelle conclusion tirer de ce fait qu'en Angleterre l'âge moyen dans les maisons de refuge est dix-huit ans? Nous pourrions multiplier ces désolantes preuves : à Paris sur douze mille six cent sept femmes inscrites au registre de la prostitution, les villes en fournissent huit mille six cent quarante-une ; et toutes appartiennent à la classe des artisans. M. Lorain, professeur au collège Louis le Grand, a composé un rapport tristement curieux sur l'état de toutes les écoles primaires du royaume. Après avoir longuement énuméré les odieuses victoires de l'industrie sur l'éducation et leur influence sur la moralité des enfants, il ajoute que la France commence à être infectée des mêmes usages qui ont pris racine en Angleterre, où il a été constaté, par un tableau du *Journal of Education*, qu'en quatre jours, quatorze cent quatorze enfants avaient fréquenté quatorze

boutiques de rogommistes. Et comment, sans une réorganisation du travail, arrêter ce dépérissement rapide du peuple ? Par des lois qui règlent l'emploi des enfants dans les manufactures ? C'est ce qui vient d'être tenté. Oui, telle est en France la philanthropie du législateur, que la chambre des pairs vient de fixer à huit ans l'âge où l'enfant pourrait être dépersonnalisé par le service d'une machine. Suivant cette loi d'amour et de charité, l'enfant de huit ans ne serait plus astreint par jour qu'à un travail de huit heures, et celui de douze ans qu'à un travail de douze heures. Ceci n'est qu'un plagiat du *factory's bill*. Quel plagiat ! Mais, après tout, il faudra l'appliquer, cette loi : est-elle applicable ? Que répondra le législateur au malheureux père de famille qui lui dira : « J'ai des enfants de huit, de neuf ans : si vous abrégez leur travail, vous diminuez leur salaire. J'ai des enfants de six, de sept ans ; le pain me manque pour les nourrir : si vous me défendez de les employer, vous voulez donc que je les laisse mourir de faim ? » *Les pères ne voudront pas*, s'est-on écrié. Les forcer à *vouloir*, est-ce possible ? et sur quel droit, sur quel principe de justice s'appuierait cette violence faite à la pauvreté ? On ne peut sous ce régime-ci respecter l'humanité dans l'enfant sans l'outrager audacieusement dans le père.

*Le Courrier français* avait dernièrement que c'était là une difficulté grave ; je le crois bien. Ainsi, sans une réforme sociale, il n'y a pas ici de remède possible. Ainsi, le travail, sous l'empire du principe de concurrence, prépare à l'avenir une génération décrépite, estropiée, gangrenée, pourrie. O riches ! qui donc ira mourir pour vous sur la frontière ? Il vous faut des soldats pourtant !

Mais à cet anéantissement des facultés physiques et morales des fils du pauvre vient s'ajouter l'anéantissement de leurs facultés intellectuelles. Grâce aux termes impératifs de la loi, il y a bien un instituteur primaire dans chaque localité, mais les fonds nécessaires pour son entretien ont été partout votés avec une lésinerie honteuse. Ce n'est pas tout ; nous avons parcouru il n'y a pas long-temps les deux provinces les plus civilisées de France, et toutes les fois qu'il nous est arrivé de demander à un ouvrier pourquoi il n'envoyait pas ses enfants à l'école, il nous a répondu qu'il les envoyait à la fabrique. Ainsi nous avons pu vérifier par une expérience personnelle ce qui résulte de tous les témoignages, et ce que nous avons lu dans le rapport officiel d'un membre de l'Université, M. Lorain, dont voici les propres expressions : « Qu'une fabrique, une filature, un arsenal, une usine, vienne à s'ouvrir, vous pouvez fermer l'école. » Qu'est-ce donc qu'un ordre

social où l'industrie est prise en flagrant délit de lutte contre l'éducation ? Et quelle peut être l'importance de l'école dans un tel ordre social ? Visitez les communes : ici ce sont des forçats libérés, des vagabonds, des aventuriers, qui s'érigent en instituteurs ; là ce sont des instituteurs affamés qui quittent la chaire pour la charrue, et n'enseignent que lorsqu'ils n'ont rien de mieux à faire ; presque partout les enfants sont entassés dans des salles humides, malsaines, et même dans des écuries, où ils profitent pendant l'hiver de la chaleur que leur commune le bétail. Il est des communes où le maître d'école fait sa classe dans une salle qui lui sert à la fois de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher. Quand les fils du pauvre reçoivent une éducation, telle est celle qu'ils reçoivent : ce sont les plus favorisés, ceux-là. Et ces détails, encore une fois, ce sont *des rapports officiels* qui les donnent. A quoi songent donc les publicistes qui prétendent qu'il faut instruire le peuple, que sans cela rien n'est possible en fait d'améliorations, que c'est par là qu'il faut commencer ? La réponse est bien simple : Quand le pauvre est appelé à se décider entre l'école et la fabrique, son choix ne saurait être un instant douteux. La fabrique a, pour obtenir la préférence, un moyen décisif : dans l'école on instruit l'enfant, mais dans la fabrique on le paye. Donc, sous le régime

de la concurrence, après avoir pris les fils du pauvre à quelques pas de leur berceau, on étouffe leur intelligence en même temps qu'on déprave leur cœur, en même temps qu'on détruit leur corps. Triple impiété ! triple homicide !

Encore un peu de patience, lecteur ! je touche au terme de cette démonstration lamentable. S'il est un fait incontestable, c'est que l'accroissement de la population est beaucoup plus rapide dans la classe pauvre que dans la classe riche. D'après la *statistique de la civilisation européenne*, les naissances, à Paris, ne sont que du  $1/32^{\circ}$  de la population dans les quartiers les plus aisés ; dans les autres elles s'élèvent au  $1/26^{\circ}$ . Cette disproportion est un fait général, et M. de Sismondi, dans son ouvrage sur l'économie politique, l'a très-bien expliqué en l'attribuant à l'impossibilité où les journaliers se trouvent d'espérer et de prévoir. Celui-là seul peut mesurer le nombre de ses enfants à la quotité de son revenu qui se sent maître du lendemain ; mais quiconque vit au jour le jour subit le joug d'une fatalité mystérieuse à laquelle il voue sa race, parce qu'il y a été voué lui-même. Les hospices sont là, d'ailleurs, menaçant la société d'une véritable inondation de mendiants. Quel moyen d'échapper à un tel fléau ? Encore si les pestes étaient plus fréquentes ! ou si la paix durait moins long-temps ! car, dans

l'ordre social actuel, la destruction dispense des autres remèdes ! Mais les guerres tendent à devenir de plus en plus rares ; le choléra se fait désirer. Que devenir ? Et, après un temps donné, que ferons-nous de nos pauvres ? Il est clair cependant que toute société où la quantité des subsistances croît moins vite que le nombre des hommes est une société penchée sur l'abîme. Or cette situation est celle de la France. M. Rubichon, dans son livre intitulé : *Mécanisme social*, a prouvé jusqu'à l'évidence cette effrayante vérité. Il est vrai que la pauvreté tue. D'après le docteur Villermé, sur vingt mille individus nés à la même époque, dix mille dans les départements riches, dix mille dans les départements pauvres, la mort, avant quarante ans, frappe cinquante-quatre individus sur cent dans les premiers, soixante-deux sur cent dans les seconds. A quatre-vingt-dix ans, le nombre de ceux qui vivent encore est, sur dix mille, de quatre-vingt-deux dans les départements riches, et dans les départements pauvres de cinquante-trois seulement. Vain remède que ce remède affreux de la mortalité ! Toute proportion gardée, la misère fait naître beaucoup plus de malheureux qu'elle n'en moissonne. Encore une fois, quel parti prendre ? Les Spartiates tuaient leurs esclaves. Galère fit noyer les mendiants. En France, diverses ordonnances rendues dans le cours du xvi<sup>e</sup> siècle

ont porté contre eux la peine de la potence (1). Entre ces divers genres de châtimens équitables, on peut choisir. Pourquoi n'adopterions-nous pas les doctrines de Malthus? Mais non. Malthus a manqué de logique : il n'a pas poussé jusqu'au bout son système. Êtes-vous d'avis que nous nous en tenions aux théories du *Livre du meurtre*, publié en Angleterre au mois de février 1839, ou bien à cet écrit de Marcus, dont notre ami Godefroi Cavaignac a rendu compte, et où l'on propose d'asphyxier tous les enfans des classes ouvrières, passé le troisième, sauf à récompenser les mères de cet acte de patriotisme? Vous riez? Mais le livre a été écrit sérieusement par un publiciste-philosophe; il a été commenté, discuté par les plus graves écrivains de l'Angleterre; il a été enfin repoussé avec indignation comme une chose atroce et pas du tout risible. Le fait est qu'elle n'avait pas le droit de rire de ces sanguinaires folies, cette Angleterre qui s'est vue acculée par le principe de concurrence à la taxe des pauvres, autre colossale extravagance. Nous livrons à la méditation de nos lecteurs les chiffres suivans, extraits de l'ouvrage de E. Bulwer : *England and the English* :

(1) Voir les auteurs cités par M. Edelestand Duméril dans sa *Philosophie du budget*, t. I, p. 11.

Le journalier indépendant ne peut se procurer avec son salaire que 122 onces de nourriture par semaine, dont 13 onces de viande.

Le pauvre VALIDE, à la charge de la paroisse, reçoit 151 onces de nourriture par semaine, dont 21 onces de viande.

Le criminel reçoit 239 onces de nourriture par semaine, dont 38 onces de viande.

Ce qui veut dire qu'en Angleterre la condition matérielle du criminel est meilleure que celle du pauvre nourri par la paroisse, et celle du pauvre nourri par la paroisse meilleure que celle de l'honnête homme qui travaille. Cela est monstrueux, n'est-ce pas? eh bien! cela est nécessaire. L'Angleterre a des travailleurs, mais moins de travailleurs que d'habitants. Or, comme entre nourrir les pauvres et les tuer il n'y a pas de milieu, les législateurs anglais ont pris le premier de ces deux partis; ils n'ont pas eu autant de courage que l'empereur Galère: voilà tout. Reste à savoir si les législateurs français envisagent de sang-froid ces abominables conséquences du régime industriel qu'ils ont emprunté à l'Angleterre! J'insiste. La concurrence produit la misère: c'est un fait prouvé par des chiffres. La misère est horriblement prolifique: c'est un fait prouvé par des chiffres. La fécondité du pauvre jette dans la société des malheureux qui ont besoin de travailler et ne



trouvent pas de travail : c'est un fait prouvé par des chiffres. Arrivée là, une société n'a plus qu'à choisir entre tuer les pauvres ou les nourrir gratuitement, atrocité ou folie.

### III

#### LA CONCURRENCE EST UNE CAUSE DE RUINE POUR LA BOURGEOISIE.

Je pourrais m'arrêter ici. Une société semblable à celle que je viens de décrire est en gestation de guerre civile. C'est bien en vain que la bourgeoisie se féliciterait de ne point porter l'anarchie dans son sein si l'anarchie est sous ses pieds. Mais la domination bourgeoise, même abstraction faite de ce qui devrait lui servir de base, ne renferme-t-elle pas en elle-même tous les éléments d'une prochaine et inévitable dissolution ?

Le *bon marché*, voilà le grand mot dans lequel se résument, selon les économistes de l'école des Smith et des Say, tous les bienfaits de la concurrence illimitée. Mais pourquoi s'obstiner à n'envisager les résultats du *bon marché* que relativement au bénéfice momentané que le consommateur en

retire ? Le *bon marché* ne profite à ceux qui consomment qu'en jetant parmi ceux qui produisent les germes de la plus ruineuse anarchie. Le *bon marché*, c'est la massue avec laquelle les riches producteurs écrasent les producteurs peu aisés. Le *bon marché*, c'est le guet-apens dans lequel les spéculateurs hardis font tomber les hommes laborieux. Le *bon marché*, c'est l'arrêt de mort du fabricant qui ne peut faire les avances d'une machine coûteuse que ses rivaux, plus riches, sont en état de se procurer. Le *bon marché*, c'est l'exécuteur des hautes œuvres du monopole ; c'est la pompe aspirante de la moyenne industrie, du moyen commerce, de la moyenne propriété ; c'est, en un mot, l'anéantissement de la bourgeoisie au profit d'oligarques industriels.

Serait-ce que le *bon marché* doit être maudit, considéré en lui-même ? Nul n'oserait soutenir une telle absurdité. Mais c'est le propre des mauvais principes de changer le bien en mal et de corrompre toute chose. Dans le système de la concurrence, le *bon marché* n'est qu'un bienfait provisoire et hypocrite. Il se maintient tant qu'il y a lutte : aussitôt que le plus riche a mis hors de combat tous ses rivaux, les prix remontent. La concurrence conduit au monopole : par la même raison, le *bon marché* conduit à l'exagération des prix ; ainsi, ce qui a été une arme de guerre parmi les producteurs devient

tôt ou tard pour les consommateurs eux-mêmes une cause de pauvreté. Que si à cette cause on ajoute toutes celles que nous avons déjà énumérées, et en première ligne l'accroissement désordonné de la population, il faudra bien reconnaître comme un fait incontestable, comme un fait né directement de la concurrence, l'appauvrissement de la masse des consommateurs.

Mais, d'un autre côté, cette concurrence, qui tend à tarir les sources de la consommation, pousse la production à une activité dévorante. La confusion produite par l'antagonisme universel dérobe à chaque producteur la connaissance du marché. Il faut qu'il compte sur le hasard pour l'écoulement de ses produits, qu'il enfante dans les ténèbres. Pourquoi se modérerait-il, surtout lorsqu'il lui est permis de rejeter ses pertes sur le salaire si éminemment élastique de l'ouvrier? Il n'est pas jusqu'à ceux qui produisent à perte qui ne continuent à produire, parce qu'ils ne veulent pas laisser périr la valeur de leurs machines, de leurs outils, de leurs matières premières, de leurs constructions, de ce qui leur reste encore de clientèle, et parce que l'industrie, sous l'empire du principe de concurrence, n'étant plus qu'un jeu de hasard, le joueur ne veut pas renoncer au bénéfice possible de quelque heureux coup de dé.

Donc, et nous ne saurions trop insister sur ce

résultat, la concurrence force la production à s'accroître et la consommation à décroître ; donc elle va précisément contre le but de la science économique ; donc elle est tout à la fois oppression et folie.

Quand la bourgeoisie s'armait contre les vieilles puissances qui ont fini par crouler sous sa main, elle les déclarait frappées de stupeur et de vertige. Eh bien, elle en est là aujourd'hui ; car elle ne s'aperçoit pas que tout son sang coule, et la voilà qui de ses propres mains est occupée à se déchirer les entrailles.

Oui, le système actuel menace la propriété de la classe moyenne, tout en portant une mortelle atteinte à la propriété des classes pauvres.

Qui n'a lu le procès auquel a donné lieu dernièrement la lutte des Messageries françaises contre les Messageries royales associées aux Messageries Lafitte et Caillard ? Quel procès ! comme il a bien mis à nu toutes les infirmités de notre état social ! Il est passé pourtant presque inaperçu. On lui a accordé moins d'attention qu'on n'en accorde tous les jours à une partie d'échecs parlementaire. Mais ce qu'il y a eu d'étonnant, d'inconcevable dans ce procès, c'est qu'on n'ait pas su en tirer une conclusion qui se présentait tout naturellement. De quoi s'agissait-il ? Deux compagnies étaient accusées de s'être liguées pour en écraser une troisième. Là-

dessus, grand bruit. La loi avait été violée, cette loi protectrice qui n'admet pas les coalitions, afin d'empêcher l'oppression du plus faible par le plus fort ! Ne trouvez-vous pas cela bien misérable ? Comment ! la loi défend à celui qui a cent mille francs de se liguier avec celui qui en a cent mille contre celui qui en a tout autant, parce que ce serait consacrer l'inévitable ruine du dernier, et la même loi permet au possesseur de deux cent mille francs de lutter contre celui qui n'en a que cent mille ! Mais quelle est donc la différence du second cas au premier ? Ici et là, n'est-ce pas toujours un capital plus gros luttant contre un capital moindre ? N'est-ce pas toujours le fort luttant contre le faible ? N'est-ce pas toujours un combat odieux par cela seul qu'il est inégal ? Quelle contradiction ! Un des avocats plaidant dans cette cause célèbre a dit : « Il est permis à chacun de se ruiner pour ruiner autrui. » Il disait vrai dans l'état présent des choses, et on a trouvé cela tout simple. **IL EST PERMIS A CHACUN DE SE RUINER POUR RUINER AUTRUI !**

Que prétendent et qu'espèrent les publicistes du régime actuel, lorsqu'à demi convaincus de l'imminence du péril, ils s'écrient, comme faisaient dernièrement *le Constitutionnel* et *le Courrier français* :

« Le seul remède est d'aller jusqu'au bout dans

ce système ; de détruire tout ce qui s'oppose à son entier développement ; de compléter enfin la liberté absolue de l'industrie par la liberté absolue du commerce. » Quoi ! c'est là un remède ! Quoi ! le seul moyen d'empêcher les malheurs de la guerre, c'est d'agrandir le champ de bataille ? Quoi ! ce n'est pas assez des industries qui s'entre-dévorent au dedans, il faut à cette anarchie ajouter les incalculables complications d'une subversion nouvelle ? On veut nous conduire au chaos.

Nous ne saurions comprendre non plus ceux qui ont imaginé je ne sais quel mystérieux accouplement des deux principes opposés. Greffer l'association sur la concurrence est une pauvre idée : c'est remplacer les eunuques par des hermaphrodites. L'association ne constitue un progrès qu'à la condition d'être universelle. Nous avons vu, dans ces dernières années, s'établir une foule de sociétés en commandite. Qui ne sait les scandales de leur histoire ? Que ce soit un individu qui lutte contre un individu, ou une association contre une association, c'est toujours la guerre, et le règne de la violence qui ruse, et la tyrannie avec du fard. Qu'est-ce, d'ailleurs, que l'association des capitalistes entre eux ? Voici des travailleurs non capitalistes : qu'en faites-vous ? Vous les repoussez comme associés : est-ce que vous les voulez pour ennemis ?

Dira-t-on que l'extrême concentration des propriétés mobilières est combattue, tempérée par le principe du morcellement des héritages, et que la puissance bourgeoise, si elle se décompose par l'industrie, se recompose par l'agriculture? Erreur ! erreur ! L'excessive division des propriétés territoriales doit nous ramener, si on n'y prend garde, à la reconstitution de la grande propriété. On chercherait vainement à le nier : le morcellement du sol, c'est la petite culture, c'est-à-dire la bêche substituée à la charrue, c'est-à-dire la routine substituée à la science. Le morcellement du sol éloigne de l'agriculture et l'application des machines, et celle du capital. Sans machines, pas de progrès ; sans capital, pas de bestiaux. Et dès lors, comment les petites exploitations pourraient-elles soutenir la concurrence des grandes et n'être pas absorbées? Ce résultat ne s'est pas produit encore, parce que la dissection du sol n'a pas encore atteint ses dernières limites. Mais patience ! En attendant, que voyons-nous? Tout petit propriétaire est journalier. Maître chez lui pendant deux jours de la semaine, il est serf du voisin le reste du temps. Il s'approche même d'autant plus du servage qu'il ajoute à sa propriété. Voici, en effet, comment les choses se passent : tel cultivateur qui ne possède en propre que quelques méchants arpents de terrain, qui lui rapportent, cultivés par



lui-même, quatre pour cent tout au plus, ne craint pas, quand l'occasion s'en présente, d'arrondir sa propriété. Il le fait en empruntant à dix, quinze, vingt pour cent. Car si le crédit manque dans les campagnes, l'usure, en revanche, n'y manque pas. On devine les suites ! treize milliards, voilà de quelle dette la propriété foncière est chargée en France. Ce qui signifie qu'à côté de quelques financiers qui se rendent maîtres de l'industrie, s'élèvent quelques usuriers qui se rendent maîtres du sol. De sorte que la bourgeoisie marche à sa dissolution et dans les villes et dans les campagnes. Tout la menace, tout la mine, tout la ruine.

Je n'ai rien dit, pour éviter les lieux communs et les vérités devenues déclamatoires à force d'être vraies, de l'effroyable pourriture morale que l'industrie, organisée ou plutôt désorganisée comme elle l'est aujourd'hui, a déposée au sein de la bourgeoisie. Tout est devenu vénal, et la concurrence a envahi jusqu'au domaine de la pensée.

Ainsi, les fabriques écrasant les métiers ; les magasins somptueux absorbant les magasins modestes ; l'artisan qui s'appartient remplacé par le journalier qui ne s'appartient pas ; l'exploitation par la charrue dominant l'exploitation par la bêche, et faisant passer le champ du pauvre sous la suzeraineté honteuse de l'usurier ; les faillites se multipliant ; l'industrie

transformée par l'extension mal réglée du crédit en un jeu où le gain de la partie n'est assuré à personne, pas même au fripon ; et enfin, ce vaste désordre si propre à éveiller dans l'âme de chacun la jalousie, la défiance, la haine, éteignant peu à peu toutes les aspirations généreuses et tarissant toutes les sources de la foi, du dévouement, de la poésie... voilà le hideux et trop véridique tableau des résultats produits par l'application du principe de concurrence.

Et puisque c'est aux Anglais que nous avons emprunté ce déplorable système, voyons un peu ce qu'il a fait pour la gloire et la prospérité de l'Angleterre.

## IV.

### LA CONCURRENCE CONDAMNÉE PAR L'EXEMPLE DE L'ANGLETERRE.

Le capital et le travail, ont dit les Anglais, sont deux puissances naturellement ennemies : comment les forcer à vivre côte à côte et à se prêter un mutuel secours ? Il n'est qu'un moyen pour cela : que la main-d'œuvre ne fasse jamais défaut à l'ouvrier ; que le maître, de son côté, trouve dans le facile écoulement des produits de quoi rétribuer convenablement la main-d'œuvre, le problème ne sera-t-il pas résolu ? Quand la production sera devenue infiniment active, et la consommation infiniment élastique, qui donc aura le droit ou la tentation de se plaindre ? Le salaire des uns sera toujours suffisant ; le bénéfice des autres toujours considérable. Ouvrons donc à l'activité humaine les portes de l'infini, et que rien ne la gêne dans la fougue de son essor. Proclamons le *laissez-faire* hardiment et

sans arrière-pensée. Les productions de l'Angleterre sont trop uniformes pour fournir au commerce une longue carrière ? eh bien, nous formerons des matelots et nous construirons des navires qui nous puissent livrer le commerce du monde. Nous habitons une île ? eh bien, nous prendrons à l'abordage tous les continents. Le nombre des matières premières qu'offre notre agriculture est trop circonscrit ? eh bien, nous irons chercher aux extrémités de la terre des matières à manufacturer. Tous les peuples deviendront consommateurs des produits de l'Angleterre, qui travaillera pour tous les peuples. Produire, toujours produire, et solliciter par tous les moyens les autres nations à consommer, c'est à cette œuvre que s'emploiera la force de l'Angleterre ; c'est là ce qui fera sa richesse et développera le génie de ses enfants.

Plan gigantesque ! plan presque aussi égoïste qu'absurde, et que, depuis près de deux siècles, l'Angleterre a suivi avec une incroyable persévérance ! Oh ! certes, être enfermé dans une île petite, peu féconde, brumeuse, et sortir de là un jour pour conquérir le globe, non plus avec des soldats, mais avec des marchands ; lancer des milliers de vaisseaux vers l'orient et l'occident, vers le nord et le midi ; enseigner à cent contrées la jouissance de leurs propres trésors ; vendre à l'Amérique les productions

de l'Europe, et à l'Europe les riches productions de l'Inde; faire vivre toutes les nations de son existence, et en quelque sorte les attacher à sa ceinture par les innombrables liens d'un commerce universel; trouver dans l'or une puissance capable de balancer celle du glaive, et dans Pitt un homme capable de faire hésiter l'audace de Napoléon, il y a dans tout cela un caractère de grandeur qui éblouit l'esprit et l'étonne.

Mais aussi, pour atteindre son but, que n'a point tenté l'Angleterre! jusqu'où n'a-t-elle pas poussé la rapacité de ses espérances et le délire de ses prétentions? Faut-il rappeler comment elle s'est emparée d'Issequibo et de Surinam, de Ceylan et de Demerary, de Tabago et de Sainte-Lucie, de Malte et de Corfou, enveloppant le monde dans l'immense réseau de ses colonies? On sait de quelle manière elle s'est établie à Lisbonne depuis le traité de Méthuen, et par quel abus de la force elle a élevé dans les Indes sa tyrannie marchande, à côté de la domination hollandaise, mêlée aux débris de l'édifice colonial bâti par Vasco de Gama et Albuquerque. Nul n'ignore enfin le mal que son avidité a fait à la France, et par quelle guerre de sourdes menées, d'instigations perfides, elle est parvenue à renverser dans le sang les établissements espagnols de l'Amérique méridionale. Et que dire des violences qui lui

ont pendant si long-temps assuré l'empire des mers? A-t-elle jamais respecté ou même reconnu les droits des neutres? Le droit de blocus n'est-il pas devenu, exercé par elle, la plus arrogante des tyrannies? et n'a-t-elle pas fait du droit de visite le plus odieux de tous les brigandages? Et tout cela, pourquoi? pour avoir, nous le répétons, des matières premières à manufacturer et des consommateurs à servir.

Cette pensée a été si bien la pensée dominante de l'Angleterre depuis deux siècles, qu'on l'a vue sans cesse décourager dans ses colonies la culture des objets de subsistance, tels que le riz, le sucre, le café, tandis qu'elle donnait une impulsion fébrile à celle du coton et de la soie. Mais quoi! pendant qu'elle frappait de droits exorbitants, et, si l'on peut ainsi parler, homicides, l'importation des subsistances, elle ouvrait presque librement ses ports à toutes les matières premières; anomalie monstrueuse qui a fait dire à M. Rubichon : « De toutes les nations du monde, la nation anglaise est celle qui a le plus travaillé et le plus jeûné. »

Là devait conduire, en effet, cette économie politique sans entrailles dont Ricardo a si complaisamment posé les prémisses, et dont Malthus a tiré avec tant de sang-froid l'horrible conclusion.

Cette économie politique portait en elle-même un

vice qui devait la rendre fatale à l'Angleterre et au monde. Elle posait en principe que tout se borne à trouver des consommateurs ; il aurait fallu ajouter : des consommateurs qui payent. A quoi sert d'éveiller le désir si on ne fournit point la faculté de le satisfaire ? N'était-il pas aisé de prévoir qu'en substituant son activité à celle des peuples qu'elle voulait pour consommateurs, l'Angleterre finirait par les ruiner , puisqu'elle tarissait pour eux la source de toute richesse, le travail ? En se faisant peuple producteur par excellence, les Anglais pouvaient-ils espérer que leurs produits trouveraient long-temps des débouchés parmi les peuples *exclusivement* consommateurs ? Cette espérance était évidemment insensée. Un jour devait venir où les Anglais périeraient d'embonpoint en faisant périr les autres d'inanition. Un jour devait venir où les peuples consommateurs ne trouveraient plus matière à échanges : d'où résulteraient pour l'Angleterre l'encombrement des marchés, la ruine de nombreuses manufactures, la misère d'une foule d'ouvriers et l'ébranlement universel du crédit.

Pour savoir jusqu'où peut aller l'imprévoyance, la folie de la production, on n'a qu'à interroger l'histoire industrielle et commerciale de l'Angleterre. Tantôt ce sont des négociants anglais apportant au Brésil, où l'on n'a jamais vu de glace, des cargaisons

de patins (1) ; tantôt, c'est Manchester envoyant, dans une seule semaine, à Rio-Janeiro (2), plus de marchandises qu'on n'y en avait consommé pendant les vingt dernières années. Toujours la production exagérant ses ressources, épuisant son énergie, sans tenir compte des moyens possibles de consommation !

Mais, encore une fois, amener une nation à se décharger sur autrui du soin de mettre en œuvre les éléments de travail qu'elle possède, c'est lui enlever peu à peu son capital, c'est l'appauvrir ; c'est la rendre par conséquent de plus en plus impropre à la consommation, puisqu'on ne consomme que ce qu'on est en état de payer. L'appauvrissement général des peuples dont elle avait besoin pour consommer ses produits, voilà le cercle vicieux dans lequel l'Angleterre tourne depuis deux siècles ; voilà le vice, le vice profond, irrémédiable, de son système. Ainsi (et nous insistons sur ce point de vue, parce qu'il est de la plus haute importance), elle s'est placée dans cette situation étrange, et presque unique dans l'histoire, de trouver deux causes de ruine également actives et dans le travail des peuples et dans leur inertie : dans leur travail, qui lui crée des concurrents qu'elle ne saurait toujours vaincre ; dans leur inertie, qui lui enlève des consommateurs dont elle ne saurait se passer.

(1) *Mawe, Travels in Brazil.* — (2) *Ibid.*



C'est ce qui est arrivé déjà sur une petite échelle, et doit inévitablement arriver sur une échelle plus grande. Que de pertes l'Angleterre n'a-t-elle pas éprouvées par ce seul fait que ses produits s'étaient accrus dans une proportion que n'avaient pu atteindre les objets contre lesquels ils devaient s'échanger? Combien de fois l'Angleterre n'a-t-elle pas produit d'après des prévisions dont l'événement est venu cruellement châtier l'extravagance? On n'a pu oublier de sitôt la grande crise qui servit de dénouement aux intrigues des Anglais dans les contrées qui s'étendent du Mexique au Paraguay. A peine la nouvelle était-elle arrivée en Angleterre que l'Amérique méridionale présentait un champ libre aux aventuriers de l'industrie, qu'aussitôt tous les cœurs battirent de joie et toutes les têtes s'exaltèrent. Ce fut un délire universel. Jamais la production n'avait eu en Angleterre un tel accès de frénésie. A entendre les spéculateurs, il ne s'agissait que de quelques jours et de quelques vaisseaux pour transporter dans la Grande-Bretagne les immenses trésors que renfermait l'Amérique. La confiance était si grande, que les banques se hâtèrent de battre monnaie avec les espérances du premier venu. Et de ce grand mouvement que résulta-t-il? On avait calculé sur tout, excepté sur l'existence des objets d'échange et la facilité de leur transmission. L'Amérique garda son

or, qu'on ne put extraire de ses mines; le pays, qui avait été mis à feu et à sang, n'eut à donner, en échange des marchandises qu'on lui apportait, ni son coton, ni son indigo. Ce que cette grande mystification coûta aux Anglais de millions et de larmes, les Anglais le savent, et l'Europe aussi !

Et qu'on ne dise pas que nous concluons de l'exception à la règle. Le vice que nous avons signalé a enfanté tous les maux qu'il portait en lui. Car, tandis que l'Angleterre, au dehors, s'épuisait en efforts à peine croyables pour rendre l'univers entier tributaire de son industrie, quel spectacle son histoire intérieure offrait-elle à l'observateur attentif? Les ateliers succédant aux ateliers; l'invention du lendemain succédant à l'invention de la veille; les fourneaux du nord ruinés par ceux de l'ouest; la population ouvrière s'accroissant hors de toute mesure sous les mille excitations de la concurrence illimitée; le nombre des bœufs, qui servent à la nourriture de l'homme, restant bien loin de celui des chevaux, que l'homme est obligé de nourrir; le pain de l'aumône remplaçant peu à peu celui du travail; la taxe des pauvres introduite et faisant pulluler la pauvreté; l'Angleterre, enfin, présentant au monde surpris et indigné le spectacle de l'extrême misère couvée sous l'aile de l'extrême opulence : tels sont les résultats que devait donner la politique qui était

partie de ce principe d'égoïsme national : il faut que l'Angleterre cherche partout et à tout prix des consommateurs.

Et pour les obtenir, ces désastreux résultats, combien n'a-t-il pas fallu que l'Angleterre commît d'injustices, encourageât de trahisons, semât de discordes, fomentât de guerres, salariât de coalitions iniques et combattît de glorieuses idées !

Mais je n'irai pas plus loin, je n'achèverai pas cette histoire lugubre, afin que personne ne m'accuse d'avoir voulu insulter à cette forte et vieille race des Anglais. Non, je ne veux ni ne puis oublier, malgré tout le mal qu'elle a fait au monde et à mon pays, que l'Angleterre peut, elle aussi, réclamer dans l'histoire des peuples quelques pages immortelles ; que l'Angleterre a été visitée par la liberté avant tous les peuples de l'Europe ; que ses lois, même sous le joug d'une aristocratie écrasante, ont rendu à la dignité humaine d'étonnants et solennels hommages ; que c'est de son sein qu'est sorti le cri le plus sauvage, mais le plus puissant, qui se soit élevé contre la tyrannie du papisme unie à celle de l'inquisition ; qu'aujourd'hui même c'est la seule contrée que les fureurs de la politique n'aient point rendue inhospitalière et mortelle pour les faibles. Car enfin, c'est là que vous avez trouvé asile, ô pauvres et nobles proscrits, athlètes invaincus mais blessés !

c'est là que vous avez rassemblé les débris de notre fortune ; c'est là que vous avez joui de votre part de la vie de l'intelligence et du cœur, seul bien que vous ait laissé, dans votre grand désastre, la colère de vos ennemis ; et c'est de là aussi que vous nous suiviez de la pensée, nous, presque aussi malheureux, presque aussi exilés que vous ; puisque nous avons pu un moment chercher autour de nous notre patrie, vivant pourtant au milieu d'elle, mais la voyant, hélas ! si abaissée, que nous ne pouvions plus la reconnaître !

L'expiation, du reste, a été complète pour l'Angleterre. Il est, a dit un moderne publiciste, il est un code pénal pour les peuples comme pour les individus. Cette vérité a été bien douloureusement prouvée par l'histoire de l'Angleterre. Où en est aujourd'hui sa puissance ? L'empire de la mer lui échappe. Ses possessions indiennes sont menacées. Naguère encore, des lords anglais tenaient presque l'étrier du vainqueur de Toulouse, qu'ils n'osaient plus appeler un vaincu de Waterloo !

Et cette aristocratie anglaise, la plus robuste, la plus splendide aristocratie du monde, qu'est-elle devenue ? Cherchons bien ses chefs. Est-ce lord Lyndhurst, ce fils d'un peintre obscur ? ou sir Robert Peel, ce fils d'un fabricant de coton créé baronnet par Pitt ? ou lord Wellington, ce caduc représen-

tant de la race irlandaise et bourgeoise des Wellesley? Oui, voilà les chefs de l'aristocratie britannique ; voilà ceux qui la guident, la gouvernent, la personnifient. Et ces hommes ne sont pas du même sang qu'elle !

Il n'y a pas long - temps encore , le marquis de Westminster s'écriait à la chambre des lords : « On a dit que nous pourrions faire le sacrifice du cinquième de nos revenus, nous possesseurs du sol de la Grande-Bretagne. Ceux qui ont dit cela ignoraient-ils que les quatre autres cinquièmes appartiennent à nos créanciers ? »

L'exagération de ces paroles est manifeste. Il est malheureusement trop vrai que l'inaliénabilité des fiefs, en Angleterre, met à l'abri de toute poursuite la majeure partie des revenus de la noblesse, et ces revenus sont immenses. Si, comme cela paraît certain, ils s'élèvent à cent trente-cinq millions pour les cinq cents familles des pairs d'Angleterre, et à un milliard trois cents millions pour les quatre cent mille personnes dont se composent les familles des baronnets, des chevaliers, la gentilhommerie enfin, il faut avouer que la noblesse britannique a pris une assez belle part des dépouilles du globe ! Mais on a vu quelle grande menace est suspendue sur le commerce anglais. Or, l'aristocratie se trouve commanditaire de toutes les industries, et l'on peut prédire que

son châtement matériel ne tardera pas à commencer.

Quant à son châtement moral, il ne pouvait être plus cruel. Les richesses de tous ces grands seigneurs les livrent en proie à je ne sais quelle vague mélancolie, maladie que Dieu envoie aux grands de la terre pour les courber, eux aussi, sous le niveau de la douleur, la douleur, cette imposante et terrible leçon d'égalité ! Que trouvent-ils, en effet, au milieu de leurs jouissances, ces lords orgueilleux ? Ils y trouvent l'amertume de la pensée et l'inquiétude éternelle du cœur. Alors il faut bien qu'ils fuient les brouillards de leur île, et qu'ils s'en aillent semer leur or mal acquis dans tous les lieux du monde où ils l'ont dérobé, et où on les voit traîner le fardeau de leur opulence ennuyée.

Maintenant il s'agit de savoir si la France bourgeoise veut recommencer l'Angleterre. Il s'agit de savoir si, pour trouver à sa puissance industrielle des aliments toujours nouveaux, elle veut remplacer sur l'Océan l'odieuse domination du pavillon de Saint-Georges. Car c'est là qu'aboutit irrésistiblement, pour un grand peuple, la logique de la concurrence. Mais l'Angleterre ne se laissera pas enlever sans combat le sceptre des mers. Que la France bourgeoise coure donc au plus tôt étouffer les Anglais dans leur île.

## V

### LA CONCURRENCE ABOUTIT NÉCESSAIREMENT A UNE GUERRE A MORT ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.

Pour qu'entre deux peuples une alliance soit naturelle, il faut qu'ils apportent l'un et l'autre dans le contrat des avantages réciproques ; il faut donc qu'ils aient des ressources non communes, qu'ils diffèrent par leur constitution, par leur but. La France et l'Angleterre sont deux puissances qui demandent à vivre de la vie du dehors, à se répandre ; de là un premier obstacle à toute alliance durable. Lorsque devant Rome, qui s'étendait par la guerre, Carthage voulut s'étendre par le commerce, Rome et Carthage finirent par se rencontrer à travers le monde et s'entre-choquer.

Entre la France et l'Angleterre un conflit est inévitable, parce que la constitution économique des deux pays est aujourd'hui la même, et en

fait deux nations essentiellement maritimes. Le principe qui domine notre ordre social n'est-il pas celui de la concurrence illimitée? La concurrence illimitée n'a-t-elle point pour corollaire une production qui s'accroît sans cesse et à l'aventure? Pour trouver à une production dont l'essor est si impétueux et si déréglé des débouchés toujours nouveaux, ne faut-il pas conquérir industriellement le monde et commander aux mers?

Le jour où nous avons détruit les jurandes et les maîtrises, ce jour-là la question s'est trouvée tout naturellement posée de la sorte : il y a une nation de trop dans le monde ; il faut ou que la France périsse, ou que l'Angleterre soit rayée de la carte. Ce jour-là, en effet, d'étranges complications s'ajoutèrent à cette longue rivalité qui, au quinzième siècle, amenait un duc de Bedford à Paris et faisait fuir Charles VII à Bourges. En 1789, la France adopta toutes les traditions de l'économie politique anglaise ; elle devint un peuple industriel à la manière du peuple anglais. Lancée sur la pente rapide de la concurrence, elle s'imposa la nécessité d'aller partout établir des comptoirs, d'avoir des agents dans tous les ports. Mais disputer l'Océan à l'Angleterre, c'était vouloir lui arracher la vie. Elle l'a bien compris. De là les coalitions soldées par elle ; de là le blocus continental ; de là ce duel affreux entre



Pitt et Napoléon. Mais Pitt mort, Napoléon lentement assassiné, il fallait bien que la lutte recommençât. Il n'y aurait eu qu'un moyen de l'éviter : c'eût été de faire de la France une nation essentiellement agricole, l'Angleterre restant une nation industrielle. Voilà ce dont nos hommes d'état ne se sont pas même douté, et lorsque M. Thiers disait dernièrement à la tribune : « Il faut que la France se contente d'être la première des nations continentales, » M. Thiers prononçait un mot dont il ignorait certainement la portée. Car si on lui avait crié : « Vous voulez donc changer les bases de notre ordre social ? » qu'aurait-il répondu ? Non, il ne pouvait y avoir place à la fois sur la mer, si vaste qu'elle soit, pour la France et pour l'Angleterre, régies par les mêmes lois économiques, et animées par conséquent du même esprit. Cherchant l'une et l'autre à se répandre au dehors, et ne pouvant vivre qu'à cette condition, comment ne se seraient-elles pas à tout instant rencontrées et choquées ? Là est le nœud de la question. Aussi le motif pour lequel l'Angleterre a exclu la France du dernier traité est-il un motif tout commercial. Sur ce point, nul doute possible. Rien de plus clair que le langage du *Globe*, organe spécial de lord Palmerston. D'après ce journal, si lord Palmerston a voulu courir tous les risques d'une rupture avec la France ; s'il a poussé le

cabinet de Saint-James à profiter contre Méhémet-Ali des révoltes qui ont éclaté en Syrie, c'est qu'il a vu combien il importait à l'Angleterre de faire subir à ce pays son protectorat mercantile. Le plan de lord Palmerston est bien simple : il regarde la Syrie comme la clef de l'Orient ; il veut mettre cette clef dans les mains de l'Angleterre. *On ferait avec le divan un arrangement aux termes duquel les pachas ou vice-rois de Syrie agiraient en tout d'après les vues des représentants du gouvernement britannique.* Le ministre anglais, comme on voit, ne fait pas mystère de ses desseins. Ouvrir aux navires anglais trois routes qui les conduisent dans l'Inde : la première par la mer Rouge, la seconde par la Syrie et l'Euphrate, la troisième par la Syrie, la Perse et le Belouchistan ; tel est le résumé des espérances de l'Angleterre. On conçoit que pour les réaliser elle consente à livrer Constantinople aux Russes. Ces trois routes vers l'Inde une fois ouvertes, elles se *couvriraient de marchés*, dit ingénument *le Globe*. Ainsi l'Angleterre d'aujourd'hui, c'est toujours la vieille Angleterre ! Aujourd'hui comme hier, comme toujours, il faut que cette race indomptable dans sa cupidité cherche et trouve des consommateurs. L'Angleterre a des articles de laine et de coton qui appellent des débouchés ? Vite, que l'Orient soit conquis, afin que l'Angleterre soit

*chargée d'habiller l'Orient. Humilier la France ? Il s'agit pour l'Angleterre de bien autre chose, vraiment ! il s'agit pour elle de vivre ; et elle ne le peut, ainsi le veut sa constitution économique, qu'à la condition d'asservir le monde par ses marchands.*

*Mais ce qui est pour l'Angleterre une question de vie ou de mort est aussi une question de vie ou de mort pour la France, si le principe de concurrence y est maintenu. Donc, la concurrence, c'est l'embrasement nécessaire du monde. Or, que la France tire l'épée pour la liberté des peuples, tous les hommes de cœur applaudiront ; mais la doit-elle tirer pour faire revivre la tradition des brigandages de l'Angleterre ? Ah ! pour arriver à la taxe des pauvres et au chartisme, ce n'est pas la peine de mettre l'univers au pillage !*

*L'ordre social actuel est mauvais : comment le changer ? Avant de dire quel serait, selon nous, le remède possible, prouvons combien il importe de faire marcher de front la réforme politique, préoccupation exclusive des uns, et la réforme sociale, préoccupation exclusive des autres.*

## VI

### NÉCESSITÉ D'UNE DOUBLE RÉFORME.

Il est aujourd'hui beaucoup de penseurs audacieux qui ne songent qu'à l'organisation du travail. « Que nous importent, disent-ils, toutes vos disputes parlementaires, et toutes vos petites querelles de portefeuilles, et toutes vos révolutions de palais? Descendez avec nous au fond de cette société en dissolution : vous y trouverez de bien autres sujets de crainte ou d'espérance. Ici sont les abîmes qu'il faut sonder. Que sont, après tout, les gouvernements? Des formes purement transitoires. Que la société soit régénérée : le pouvoir qui cesserait d'être en rapport avec une civilisation nouvelle tomberait de lui-même et par sa propre faiblesse. »

Sophismes que tout cela ! Oui, sans doute, une société renouvelée appellerait un pouvoir nouveau ;

mais l'existence du pouvoir est-elle si indépendante de celle de la société, que, sans toucher à celui-là, on puisse métamorphoser celle-ci? Quand vous aurez trouvé le moyen d'inaugurer le principe d'association et d'organiser le travail suivant les règles de la raison, de la justice et de l'humanité, comment espérez-vous arriver à la réalisation de vos doctrines? Le pouvoir, c'est la force organisée. Le pouvoir s'appuie sur des intérêts aveugles, mais entêtés dans leur aveuglement, sur des passions ennemies de tout ce qui est nouveau. Le pouvoir a des chambres qui vous menaceront de leurs lois, des tribunaux qui vous atteindront de leurs arrêts, des soldats qui vous frapperont de leurs baïonnettes. Emparez-vous donc du pouvoir si vous ne voulez pas qu'il vous accable. Prenez-le pour instrument, sous peine de le rencontrer comme obstacle.

Il y a plus : l'émancipation du prolétariat est une œuvre trop compliquée ; elle se lie à trop de réformes, elle dérange trop d'habitudes, elle heurte trop de préjugés, elle contrarie, non pas en réalité, mais en apparence, trop d'intérêts, pour qu'il n'y ait pas folie à croire qu'elle se puisse accomplir par une série d'efforts partiels et de tentatives isolées. Il y faut appliquer toute la puissance de l'État, et ce n'est pas trop assurément pour une pareille besogne. Ce qui manque aux prolétaires pour s'affranchir, ce sont

les instruments de travail : c'est au gouvernement à les leur fournir.

Non ; sans réforme politique , pas de réforme sociale possible ; car , si la seconde est le *but* , la première est le *moyen*.

Mais faut-il conclure de là que la discussion des questions sociales est oiseuse , dangereuse même , et qu'il faut commencer par conquérir le pouvoir , sauf à voir ensuite ce qu'on en fera ? Autant vaudrait dire : Commençons par nous mettre en route : nous verrons ensuite où nous devons aller.

Cette erreur est pourtant assez commune aujourd'hui , et il faut bien avouer qu'elle est partagée par quelques esprits éminents. On ne nie pas la nécessité de résoudre les questions sociales ; on reconnaît même que c'est pour en venir à une réforme sociale que la réforme politique doit être accomplie ; mais on croit que la discussion de ces graves difficultés doit être renvoyée au lendemain de la révolution politique. Tel n'est pas notre avis.

Les révolutions qui n'avortent pas sont celles dont le but est précis et a été défini d'avance.

Voyez la révolution bourgeoise de 89 ! Quand elle éclata , chacun en aurait pu dresser le programme. Sortie vivante de l'*Encyclopédie* , ce grand laboratoire des idées du dix-huitième siècle , elle n'avait plus , en 89 , qu'à prendre matériellement posses-

sion d'un domaine déjà conquis moralement. Cela est si vrai, que le tiers-état d'alors ne voyait pas d'inconvénient à se passer de législateurs. Les mandats impératifs ! criait-on de toutes parts, les mandats impératifs ! Et pourquoi ? parce que, dans la pensée de tous, le but de la révolution était parfaitement défini. On savait ce qu'on voulait, pour quelle cause et de quelle manière on le voulait. Ouvrons les fameux cahiers de cette époque : la révolution y est toute entière, car la constitution de 1791 n'en est qu'un fidèle résumé. Aussi comme elle s'est puissamment installée, cette révolution de 89, et combien ses racines sont profondément descendues dans la société ! Les orages de la Convention ont eu beau passer sur elle ; l'Empire a eu beau l'éclipser à force de villes prises et de batailles gagnées ; la Restauration a eu beau la combattre par tout ce qu'il y a de plus puissant chez les hommes, la superstition politique et la superstition religieuse ; elle a reparu sur les ruines mêlées de la Convention, de l'Empire et de la Restauration. 1830 appartient à cette chaîne dont 1789 fut le premier anneau. 1789 avait commencé la domination de la bourgeoisie ; 1830 l'a continuée.

Voyez maintenant la révolution de 93 ! Combien a-t-elle duré ? Qu'en reste-t-il ? Et pourtant, de quelle puissance, de quelle audace, de quel génie

n'étaient pas doués ceux qui s'étaient chargés de la faire triompher ? Quels efforts gigantesques ! quelle effrayante activité ! que de ressorts mis en jeu, depuis l'enthousiasme jusqu'à la terreur ! que d'instruments usés au service de ces doctrines nouvelles, depuis l'épée du général d'armée jusqu'au couteau de l'exécuteur ! Mais le but de la révolution, dont les conventionnels devaient donner le catéchisme, n'avait point été défini d'avance. Aucune des théories lancées un peu au hasard par Robespierre et Saint-Just n'avait été élaborée au sein de la nation. Jean-Jacques avait bien écrit son *Contrat social* ; mais comment la voix d'un homme ne se serait-elle pas perdue dans l'immense clameur dont les publicistes de la bourgeoisie remplirent le dix-huitième siècle ? Ainsi s'explique la stérilité intellectuelle de cette existence héroïque et prodigieuse de la Convention. Les hommes qui la composaient ne purent que s'entre-détruire, parce qu'en dehors de la sphère où ils s'agitaient il n'y avait, comme au dedans de cette sphère, qu'incertitude et balancement d'idées. Or, là où rien ne se décide par les idées, tout se décide par les passions ; et voilà comment, dans le même panier, sont venues successivement tomber la tête de Danton sur celle de Vergniaud, la tête d'Hébert sur celle de Danton, la tête de Robespierre sur celle d'Hébert.



Souvenons-nous de ces luttes terribles, et méditons les enseignements qu'elles renferment. Ne perdons jamais de vue ni le *moyen* ni le *but*, et loin d'éviter la discussion des théories sociales, provoquons-la autant qu'il sera en nous, afin de n'être pas pris au dépourvu, et de savoir diriger la force quand nous nous en serons emparés.

Mais on émettra beaucoup d'idées fausses, on prêchera bien des rêveries... Qu'est-ce à dire? Est-ce qu'il est donné à l'homme d'arriver du premier coup à la vérité? et lorsqu'il est plongé dans la nuit, faut-il lui interdire d'aller vers la lumière, parce que, pour l'atteindre, il est forcé de marcher dans l'ombre? Savez-vous si l'humanité n'a aucun parti à tirer de ce que vous appelez des rêveries? Savez-vous si la rêverie aujourd'hui ne sera pas la vérité dans dix ans, et si, pour que la vérité soit réalisée dans dix ans, il n'est pas nécessaire que la rêverie soit hasardée aujourd'hui? Une doctrine, quelle qu'elle soit, politique, religieuse ou sociale, ne se produit jamais sans trouver beaucoup plus de contradicteurs que d'adeptes, et ne recrute quelques soldats qu'après avoir fait beaucoup de martyrs. Toutes les idées qui ont gouverné puissamment les hommes n'ont-elles pas été réputées folles avant d'être réputées sages?

Qui découvre un nouveau monde?

Un fou qu'on raillait en tout lieu.  
 Sur la croix, que son sang inonde,  
 Un fou qui meurt nous lègue un Dieu.

N'acceptons pas aveuglément tout ce que des esprits légers nous donneraient comme autant d'oracles, et cherchons la vérité avec lenteur, avec prudence, avec défiance même : rien de mieux. Mais pourquoi fermerions-nous carrière aux témérités de l'esprit ? A toute armée qui s'avance en pays inconnu il faut des éclaireurs, fussent quelques-uns de ces éclaireurs s'égarer. Ah ! l'intrépidité de la pensée n'est pas aujourd'hui chose si commune, qu'il faille glacer les intelligences en travail et décourager l'audace.

Que craignez-vous ? qu'on jette dans les esprits des notions fausses sur la condition du prolétaire et sur les moyens de la changer ? Je réponds que, si ces notions sont fausses, la discussion les emportera, comme le vent emporte la paille mêlée au grain. S'il devait en être autrement, c'est que le progrès serait une chimère, et nous n'aurions plus qu'à nous envelopper la tête dans notre manteau.

Que craignez-vous encore ? que la hardiesse de certaines solutions données aux questions sociales ne porte le trouble dans les cœurs et ne nuise au succès de la réforme politique ? Mais, d'abord, est-ce que les questions de suffrage universel, de souverai-

neté réelle du peuple, de gouvernement démocratique n'effraient personne en France? Et que faire là, sinon prouver aux peureux par bonnes et vives raisons toute la puérité et tout le vide de leurs frayeurs?

Eh mon Dieu! ce qui effraie le plus dans les partis c'est moins ce qu'ils disent que ce qu'ils oublient de dire. L'inconnu! voilà ce qui épouvante surtout les âmes faibles. Le parti démocratique sera-t-il accusé de pousser à une Jacquerie industrielle quand il aura scientifiquement développé les moyens de tirer l'industrie du désordre effroyable où elle s'égaré? S'armera-t-on contre lui des répugnances aveugles de la bourgeoisie quand il aura prouvé que la concentration toujours croissante des capitaux la menace du même joug sous lequel fléchit la classe ouvrière?

Ajoutez à cela que, pour donner à la réforme politique de nombreux adhérents parmi le peuple, seul moyen de rendre cette réforme prompte et décisive, il est absolument indispensable de montrer au peuple le rapport qui existe entre un changement de pouvoir et l'amélioration de sa condition, soit matérielle soit morale. Osons le dire : c'est ce que le parti démocratique a trop négligé de faire jusqu'ici, et c'est ce qui a retardé sa victoire.

Discuter tout ce qui se rattache à la réforme so-

ciale, considérée comme BUT à atteindre ; travailler activement à la réforme politique, comme MOYEN à employer, voilà la tâche imposée aux défenseurs du peuple. Elle est rude, elle est glorieuse ; car elle consiste à faire régner la justice, après avoir découvert la vérité et conquis la force.

Pour arriver à une révolution sociale, il faut de toute nécessité prendre son point d'appui dans les données que la société présente. En d'autres termes, ce qu'il importe de trouver, c'est moins une formule mathématique qu'une solution pratique.

Robert Owen n'a pas été un réformateur pratique lorsqu'il a voulu fonder la répartition des fruits du travail sur les besoins, dans une société où elle n'est pas encore fondée sur les services.

Les Saint-Simoniens n'ont pas été des réformateurs pratiques lorsqu'ils ont demandé l'abolition de la famille et la destruction immédiate du principe d'hérédité.

Charles Fourier n'a pas été un réformateur pratique lorsqu'il a mis la distribution de tous les travaux, industriels ou agricoles, à la merci du caprice individuel, et qu'il a fait entrer dans son organisation sociale tout, excepté l'idée de pouvoir.

Mais que d'idées puissantes remuées dans tous ces travaux, dans ceux de Fourier surtout ! Un écrivain laborieux et intelligent, plein de verve et

de cœur, M. Louis Reybaud, vient de publier un fidèle et lumineux exposé des théories émises par ces trois réformateurs audacieux. Et certes, il a rendu un grand service en vulgarisant des idées si généralement ignorées ou méconnues. Car l'importance des études sociales ne peut plus être aujourd'hui contestée par personne.

Disons quel remède, selon nous, serait possible, en prévenant toutefois le lecteur que nous ne regardons que comme transitoire l'ordre social dont nous allons indiquer les bases.

## CONCLUSION.

DE QUELLE MANIÈRE ON POURRAIT, SELON NOUS, ORGANISER  
LE TRAVAIL.

Le gouvernement serait considéré comme le régulateur suprême de la production, et investi, pour accomplir sa tâche, d'une grande force.

Cette tâche consisterait à se servir de l'arme même de la concurrence, pour faire disparaître la concurrence.

Le gouvernement lèverait un emprunt, dont le produit serait affecté à la création d'*ateliers sociaux* dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale.

Cette création exigeant une mise de fonds considérable, le nombre des ateliers originaires serait rigoureusement circonscrit; mais en vertu de leur organisation même, comme on le verra plus bas, ils seraient doués d'une force d'expansion immense.

Le gouvernement étant considéré comme le

fondateur unique des *ateliers sociaux*, ce serait lui qui rédigerait les statuts. Cette rédaction, délibérée et votée par la représentation nationale, aurait forme et puissance de loi.

Seraient appelés à travailler dans les *ateliers sociaux*, jusqu'à concurrence du capital primitivement rassemblé pour l'achat des instruments de travail, tous les ouvriers qui offriraient des garanties de moralité.

Comme l'éducation fautive et anti-sociale donnée à la génération actuelle ne permet pas de chercher ailleurs que dans un surcroît de rétribution un motif d'émulation et d'encouragement, la différence des salaires serait graduée sur la hiérarchie des fonctions, une éducation toute nouvelle devant sur ce point changer les idées et les mœurs. Il va sans dire que le salaire devrait, dans tous les cas, suffire largement à l'existence du travailleur.

Pour la première année devant suivre l'établissement des ateliers sociaux, le gouvernement réglerait la hiérarchie des fonctions. Après la première année, il n'en serait plus de même. Les travailleurs ayant eu le temps de s'apprécier l'un l'autre, et tous étant également intéressés, ainsi qu'on va le voir, au succès de l'association, la hiérarchie sortirait du principe électif.

On ferait tous les ans le compte du bénéfice net,

dont il serait fait trois parts : l'une serait répartie par portions égales entre les membres de l'association ; l'autre serait destinée : 1° à l'entretien des vieillards, des malades, des infirmes ; 2° à l'allégement des crises qui pèseraient sur d'autres industries, toutes les industries se devant aide et secours ; la troisième enfin serait consacrée à fournir des instruments de travail à ceux qui voudraient faire partie de l'association, de telle sorte qu'elle pût s'étendre indéfiniment.

Dans chacune de ces associations, formées pour les industries qui peuvent s'exercer en grand, pourraient être admis ceux qui appartiennent à des professions que leur nature même force à s'éparpiller et à se localiser. Si bien que chaque atelier social pourrait se composer de professions diverses, groupées autour d'une grande industrie, parties différentes d'un même tout, obéissant aux mêmes lois, et participant aux mêmes avantages.

Chaque membre de l'atelier social aurait droit de disposer de son salaire à sa convenance ; mais l'évidente économie et l'incontestable excellence de la vie en commun ne tarderaient pas à faire naître de l'association des travaux la volontaire association des besoins et des plaisirs.

Les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt du capital par eux



versé, lequel intérêt leur serait garanti sur le budget ; mais ils ne participeraient aux bénéfices qu'en qualité de travailleurs.

L'atelier social une fois monté d'après ces principes, on comprend de reste ce qui en résulterait. Dans toute industrie capitale, celle des machines, par exemple, ou celle de la soie, ou celle du coton, ou celle de l'imprimerie, il y aurait un atelier social faisant concurrence à l'industrie privée. La lutte serait-elle bien longue ? Non, parce que l'atelier social aurait sur tout atelier individuel l'avantage qui résulte des économies de la vie en commun, et d'un mode d'organisation où tous les travailleurs, sans exception, sont intéressés à produire vite et bien. La lutte serait-elle subversive ? Non, parce que le gouvernement serait toujours à même d'en amortir les effets, en empêchant de descendre à un niveau trop bas les produits sortis de ses ateliers. Aujourd'hui, lorsqu'un individu extrêmement riche entre en lice avec d'autres qui le sont moins, cette lutte inégale est nécessairement désastreuse, attendu qu'un particulier ne cherche que son intérêt personnel ; s'il peut vendre deux fois moins cher que ses concurrents pour les ruiner et rester maître du champ de bataille, il le fait. Mais lorsqu'à la place de ce particulier se trouve le pouvoir lui-même, la question change de face.

Le pouvoir, celui que nous voulons, aura-t-il quelque intérêt à bouleverser l'industrie, à ébranler toutes les existences ? Ne sera-t-il point, par sa nature et sa position, le protecteur né, même de ceux à qui il fera, dans le but de transformer la société, une sainte concurrence ? Donc, entre la guerre industrielle qu'un gros capitaliste déclare aujourd'hui à un petit capitaliste, et celle que le pouvoir déclarerait, dans notre système, à l'individu, il n'y a pas de comparaison possible. La première consacre nécessairement la fraude, la violence et tous les malheurs que l'iniquité porte dans ses flancs ; la seconde serait conduite sans brutalité, sans secousses, et de manière seulement à atteindre son but, l'absorption successive et pacifique des ateliers individuels par les ateliers sociaux. Ainsi, au lieu d'être, comme aujourd'hui tout gros capitaliste, le maître et le tyran du marché, le gouvernement en serait le régulateur. Il se servirait de l'arme de la concurrence, non pas pour renverser violemment l'industrie particulière, ce qu'il serait intéressé par-dessus tout à éviter, mais pour l'amener insensiblement à composition. Bientôt, en effet, dans toute sphère d'industrie où un atelier social aurait été établi, on verrait accourir vers cet atelier, à cause des avantages qu'il présenterait aux sociétaires, travailleurs et capitalistes.

**Au bout d'un certain temps, on verrait se produire, sans usurpation, sans injustice, sans désastres irréparables, et au profit du principe de l'association, le phénomène qui, aujourd'hui, se produit si déplorablement, et à force de tyrannie, au profit de l'égoïsme individuel. Un industriel très-riche aujourd'hui peut, en frappant un grand coup sur ses rivaux, les laisser morts sur la place, et monopoliser toute une branche d'industrie. Dans notre système, l'État se rendrait maître de l'industrie peu à peu, et, au lieu du monopole, nous aurions, comme résultat du succès, obtenu la défaite de la concurrence : l'association.**

**Supposons le but atteint dans une branche particulière d'industrie; supposons les fabricants de machines, par exemple, amenés à se mettre au service de l'État, c'est-à-dire à se soumettre aux principes du règlement commun. Comme une même industrie ne s'exerce pas toujours au même lieu, et qu'elle a différents foyers, il y aurait lieu d'établir, entre tous les ateliers appartenant au même genre d'industrie, le système d'association établi dans chaque atelier particulier. Car il serait absurde, après avoir tué la concurrence entre individus, de la laisser subsister entre corporations. Il y aurait donc dans chaque sphère de travail que le gouvernement serait parvenu à dominer un atelier**

central duquel relèveraient tous les autres, en qualité d'ateliers supplémentaires. De même que M. Rothschild possède, non seulement en France, mais dans divers pays du monde, des maisons qui correspondent avec celle où est fixé le siège principal de ses affaires, de même chaque industrie aurait un siège principal et des succursales. Dès lors, plus de concurrence. Entre les divers centres de production appartenant à la même industrie l'intérêt serait commun, et l'hostilité ruineuse des efforts serait remplacée par leur convergence.

Je n'insisterai pas sur la simplicité de ce mécanisme : elle est évidente. Remarquez, en effet, que chaque atelier, après la première année, se suffisant à lui-même, le rôle du gouvernement se bornerait à surveiller le maintien des rapports de tous les centres de production du même genre, et à empêcher la violation des principes du règlement commun. Il n'est pas aujourd'hui de service public qui ne présente cent fois plus de complication. Transportez-vous pour un instant dans un état de choses où il aurait été loisible à chacun de se charger du port des lettres, et figurez-vous le gouvernement venant dire tout-à-coup : « A moi, à moi seul le service des postes ! » Que d'objections ! Comment le gouvernement s'y prendra-t-il pour faire parvenir exactement, à l'heure dite, tout ce

que 34 millions d'hommes peuvent écrire, chaque jour, à chaque minute du jour, à 34 millions d'hommes? Et cependant, à part quelques infidélités qui tiennent moins à la nature du mécanisme qu'à la mauvaise constitution des pouvoirs que nous avons eus jusqu'ici, on sait avec quelle merveilleuse précision se fait le service des postes. Je ne parle pas de notre ordre administratif et de l'engrenage de tous les ressorts qu'il exige. Voyez pourtant quelle est la régularité du mouvement de cette immense machine! C'est qu'en effet le mode des divisions et des subdivisions fait, comme on dit, marcher tout seul le mécanisme en apparence le plus compliqué. Comment! faire agir avec ensemble les travailleurs serait déclaré impossible dans un pays où on voyait, il y a quelques vingt années, un homme animer de sa volonté, faire vivre de sa vie, faire marcher à son pas un million d'hommes! Il est vrai qu'il s'agissait de détruire. Mais est-il dans la nature des choses, dans la volonté de Dieu, dans le destin providentiel des sociétés, que produire avec ensemble soit impossible, lorsqu'il est si aisé de détruire avec ensemble? Au reste, les objections tirées des difficultés de l'application ne seraient pas ici sérieuses, je le répète. On demande à l'État de faire, avec les ressources immenses et de tout genre qu'il possède, ce que

nous voyons faire aujourd'hui à de simples particuliers.

De la solidarité de tous les travailleurs dans un même atelier, nous avons conclu à la solidarité des ateliers dans une même industrie. Pour compléter le système, il faudrait consacrer la solidarité des industries diverses. C'est pour cela que nous avons déduit de la quotité des bénéfices réalisés par chaque industrie une somme au moyen de laquelle l'État pourrait venir en aide à toute industrie que des circonstances imprévues et extraordinaires mettraient en souffrance. Au surplus, dans le système que nous proposons, les crises seraient bien plus rares. D'où naissent-elles aujourd'hui en grande partie? Du combat vraiment atroce que se livrent tous les intérêts, combat qui ne peut faire des vainqueurs sans faire des vaincus, et qui, comme tous les combats, attèle des esclaves au char des triomphateurs. En tuant la concurrence, on étoufferait les maux qu'elle enfante. Plus de victoires; donc, plus de défaites. Les crises, dès lors, ne pourraient plus venir que du dehors. C'est à celles-là seulement qu'il deviendrait nécessaire de parer. Les traités de paix et d'alliance ne suffiraient pas pour cela sans doute; cependant, que de désastres conjurés, si, à cette diplomatique honteuse, lutte d'hypocrisie, de mensonges, de bassesses, ayant pour but le partage

des peuples entre quelques brigands heureux, on substituait un système d'alliance fondé sur les nécessités de l'industrie et les convenances réciproques des travailleurs dans toutes les parties du monde ! Mais notons que ce nouveau genre de diplomatie sera impraticable aussi long-temps que durera l'anarchie industrielle qui nous dévore. Il n'y a que trop paru dans les enquêtes ouvertes depuis quelques années. A quel désolant spectacle n'avons-nous pas assisté ? Ces enquêtes ne nous ont-elles pas montré les colons s'armant contre les fabricants de sucre de betterave, les mécaniciens contre les maîtres de forges, les ports contre les fabriques intérieures, Bordeaux contre Paris, le Midi contre le Nord, tous ceux qui produisent contre tous ceux qui consomment ? Au sein de ce monstrueux désordre, que peut faire un gouvernement ? Ce que les uns réclament avec instance, les autres le repoussent avec fureur : ce qui rendrait la vie à ceux-ci donne la mort à ceux-là. Il est clair que cette absence de solidarité entre les intérêts rend, de la part de l'État, toute prévoyance impossible, et l'enchaîne dans tous ses rapports avec les puissances étrangères. Des soldats au dehors, des gendarmes au dedans, l'État aujourd'hui ne saurait avoir d'autre moyen d'action, et toute son utilité se réduit nécessairement à empêcher la destruction d'un côté

en détruisant de l'autre. Que l'État se mette résolument à la tête de l'industrie ; qu'il fasse converger tous les efforts ; qu'il rallie autour d'un même principe tous les intérêts aujourd'hui en lutte : combien son action à l'extérieur ne serait-elle pas plus nette, plus féconde, plus heureusement décisive ! Ce ne seraient donc pas seulement les crises qui éclatent au milieu de nous que préviendrait la réorganisation du travail, mais en grande partie celles que nous apporte le vent qui enfle les voiles de nos vaisseaux.

Ai-je besoin de continuer l'énumération des avantages que produirait ce nouveau système ? Dans le monde industriel où nous vivons, toute découverte de la science est une calamité, d'abord parce que les machines suppriment les ouvriers qui ont besoin de travailler pour vivre, ensuite parce qu'elles sont autant d'armes meurtrières fournies à l'industriel qui a le droit et la faculté de les employer, contre tous ceux qui n'ont pas cette faculté ou ce droit. Qui dit *machine nouvelle*, dans le système de concurrence, dit *monopole* ; nous l'avons démontré. Or, dans le système d'association et de solidarité plus de brevets d'invention, plus d'exploitation exclusive. L'inventeur serait récompensé par l'État, et sa découverte mise à l'instant même au service de tous. Ainsi, ce qui est aujourd'hui un moyen d'ex-



termination deviendrait l'instrument du progrès universel ; ce qui réduit l'ouvrier à la faim , au désespoir , et le pousse à la révolte , ne servirait plus qu'à rendre sa tâche moins lourde , et à lui procurer assez de loisir pour exercer son intelligence ; en un mot , ce qui permet la tyrannie aiderait au triomphe de la fraternité.

Dans l'inconcevable confusion où nous sommes aujourd'hui plongés , le commerce ne dépend pas et ne peut pas dépendre de la production. Tout se réduisant pour la production à trouver des consommateurs que tous les producteurs sont occupés à s'arracher , comment se passer des courtiers et des sous-courtiers , des commerçants et des sous-commerçants ? Le commerce devient ainsi le ver rongeur de la production. Placé entre celui qui travaille et celui qui consomme , le commerce les domine l'un et l'autre , l'un par l'autre. Fourier , qui a si vigoureusement attaqué l'ordre social actuel , et , après lui , M. Victor Considérant , son disciple , ont mis à nu cette grande plaie de la société qu'on appelle le commerce , avec une logique irrésistible. Le commerçant doit être un agent de la production , admis à ses bénéfices et associé à toutes ses chances. Voilà ce que dit la raison et ce qu'exige impérieusement l'utilité de tous. Dans le système que nous proposons , rien de plus facile à réa-

liser. Tout antagonisme cessant entre les divers centres de production dans une industrie donnée, elle aurait, comme en ont aujourd'hui les maisons de commerce considérables, partout où l'exigent les besoins de la consommation, des magasins et des dépôts.

Que doit être le crédit? Un moyen de fournir des instruments de travail au travailleur. Aujourd'hui, nous l'avons montré ailleurs (1), le crédit est toute autre chose. Les banques ne prêtent qu'au riche. Voulussent-elles prêter au pauvre, elles ne le pourraient pas sans courir aux abîmes. Les banques constituées au point de vue individuel ne sauraient donc jamais être, quoi qu'on fasse, qu'un procédé admirablement imaginé pour rendre les riches plus riches et les puissants plus puissants. Toujours le monopole sous les dehors de la liberté, toujours la tyrannie sous les apparences du progrès! L'organisation proposée couperait court à tant d'iniquités. Cette portion de bénéfices, spécialement et invariablement consacrée à l'agrandissement de l'atelier social par le recrutement des travailleurs, voilà le crédit. Maintenant, qu'avez-vous besoin des banques? Supprimez-les.

L'excès de la population serait-il à craindre

(1) Voir l'article intitulé : QUESTION DES BANQUES, dans le méro de la *Revue du Progrès* du 1<sup>er</sup> décembre 1839.

lorsque, assuré d'un revenu, tout travailleur aurait acquis nécessairement des idées d'ordre et des habitudes de prévoyance? Pourquoi la misère aujourd'hui est-elle plus prolifique que l'opulence? Nous l'avons dit.

Dans un système où chaque sphère de travail rassemblerait un certain nombre d'hommes animés du même esprit, agissant d'après la même impulsion, ayant de communes espérances et un intérêt commun, quelle place resterait, je le demande, pour ces falsifications de produits, ces lâches détours, ces mensonges quotidiens, ces fraudes obscures qu'impose aujourd'hui à chaque producteur, à chaque commerçant, la nécessité d'enlever, coûte que coûte, au voisin sa clientèle et sa fortune? La réforme industrielle ici serait donc en réalité une profonde révolution morale, et ferait plus de conversions en un jour que n'en ont fait dans un siècle toutes les homélies des prédicateurs et toutes les recommandations des moralistes.

Ce que nous venons de dire sur la réforme industrielle suffit pour faire pressentir d'après quels principes et sur quelles bases nous voudrions voir opérer la réforme agricole. L'abus des successions collatérales est universellement reconnu. Ces successions seraient abolies, et les valeurs dont elles se trouveraient composées seraient déclarées pro-

priété communale. Chaque commune arriverait de la sorte à se former un domaine qu'on rendrait inaliénable, et qui, ne pouvant que s'étendre, amènerait, sans déchirements ni usurpations, une révolution agricole immense; l'exploitation du domaine communal devant d'ailleurs avoir lieu sur une plus grande échelle et suivant des lois conformes à celles qui régiraient l'industrie. Nous reviendrons sur ce sujet, qui exige quelques développements.

On a vu pourquoi, dans le système actuel, l'éducation des enfants du peuple était impossible. Elle serait tellement possible dans notre système, qu'il faudrait la rendre obligatoire en même temps que gratuite! La vie de chaque travailleur étant assurée et son salaire suffisant, de quel droit refuserait-il ses enfants à l'école? Beaucoup d'esprits sérieux pensent qu'il serait dangereux aujourd'hui de répandre l'instruction dans les rangs du peuple, et ils ont raison. Mais comment ne s'aperçoivent-ils pas que ce *danger de l'éducation* est une preuve accablante de l'absurdité de notre ordre social. Dans cet ordre social, tout est faux : le travail n'y est pas en honneur ; les professions les plus utiles y sont dédaignées ; un laboureur y est tout au plus un objet de compassion, et on n'a pas assez de couronnes pour une danseuse. Voilà, voilà pourquoi

l'éducation du peuple est un danger ! Voilà pourquoi nos collèges et nos écoles ne versent dans la société que des ambitieux, des mécontents et des brouillons. Mais qu'on apprenne à lire au peuple dans les bons livres : qu'on lui enseigne que ce qui est le plus utile à tous est le plus honorable ; qu'il n'y a que des arts dans la société, qu'il n'y a pas de métiers ; que rien n'est digne de mépris que ce qui est de nature à corrompre les âmes, à leur verser le poison de l'orgueil, à les éloigner de la pratique de la fraternité, à leur inoculer l'égoïsme. Puis, qu'on montre à ces enfants que la société est régie par les principes qu'on leur enseigne : l'éducation sera-t-elle dangereuse alors ? On fait de l'instruction un marche-pied apparent pour toutes les sottises vanités, pour toutes les prétentions stériles, et on crie anathème à l'instruction ! On écrit de mauvais livres, appuyés par de mauvais exemples, et l'on se croit suffisamment autorisé à proscrire la lecture ! Quelle pitié !

Résumons-nous. Une révolution sociale doit être tentée

1° Parce que l'ordre social actuel est trop rempli d'iniquités, de misères, de turpitudes, pour pouvoir subsister long-temps ;

2° Parce qu'il n'est personne qui n'ait intérêt,

quels que soient sa position, son rang, sa fortune; à l'inauguration d'un nouvel ordre social ;

3° Enfin, parce que cette révolution, si nécessaire, il est possible, facile même, de l'accomplir pacifiquement.

Dans le monde nouveau où elle nous ferait entrer, il y aurait peut-être encore quelque chose à faire pour la réalisation complète du principe de fraternité. Mais tout, du moins, serait préparé pour cette réalisation, qui serait l'œuvre de l'enseignement. L'humanité a été trop éloignée de son but pour qu'il nous soit donné d'atteindre ce but en un jour. La civilisation corruptrice dont nous subissons encore le joug a troublé tous les intérêts, mais elle a en même temps troublé tous les esprits et empoisonné les sources de l'intelligence humaine. L'iniquité est devenue justice; le mensonge est devenu vérité; et les hommes se sont entre-déchirés au sein des ténèbres.

Beaucoup d'idées fausses sont à détruire: elles disparaîtront, gardons-nous d'en douter. Ainsi, par exemple, le jour viendra où il sera reconnu que celui-là doit plus à ses semblables qui a reçu de Dieu plus de force ou plus d'intelligence. Alors il appartiendra au génie, et cela est digne de lui, de constater son légitime empire non par l'importance du tribut qu'il lèvera sur la société, mais

par la grandeur des services qu'il lui rendra. Car ce n'est pas à l'inégalité des droits que l'inégalité des aptitudes doit aboutir, c'est à l'inégalité des devoirs;